

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio

Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft

Band: 64 (1946)

Heft: 303

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 05.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Redaktion und Administration: Effingerstrasse 3 in Bern. — Telefon Nr. (031) 216 00
Im Inland kann nur durch die Post abonniert werden. Geht. Abonnementsbeträge nicht an obige Adresse, sondern am Postschalter einzahlen — Abonnementspreise: Schweiz: jährlich Fr. 22.30, halbjährlich Fr. 12.30, vierteljährlich Fr. 6.30, zwei Monate Fr. 4.50, ein Monat Fr. 2.50; Ausland: Zuschlag des Portos — Preis der Einzelnummer 25 Rp. (plus Porto). — Annoncen-Regie: Publicités AG. — Insertionsstarif: 20 Rp. die einspaltige Millimeterzelle oder deren Raum; Ausland 25 Rp. — Jahresabonnementspreis für die Monatsschrift „Die Volkswirtschaft“: Fr. 6.30.

Rédaction et administration: Effingerstrasse 3 à Berne. — Téléphone n° (031) 216 00
En Suisse, les abonnements ne peuvent être pris qu'à la poste. On est donc prié de ne pas verser le montant des abonnements à l'adresse ci-dessus — Prix d'abonnement: Suisse: un an 22 fr. 30; un semestre 12 fr. 30; un trimestre 6 fr. 30; deux mois 4 fr. 50; un mois 2 fr. 50; étranger: frais de port en plus — Prix du numéro 25 ct. (port en sus). — Régie des annonces: Publicités S.A. — Tarif d'insertion: 20 ct. la ligne de colonne d'un mm ou son espace; étranger: 25 ct. — Prix d'abonnement annuel à „Le Vie économique“ ou à „Le Vita economica“: 6 fr. 30.

Inhalt — Sommaire — Sommario

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse und Nachlassverträge. Faillites et concordats. Fallimenti e concordati. Handelsregister. Registre du commerce. Registro di commercio.
Arrêté concernant les patrons et ouvriers menuisiers, charpentiers et ébénistes du canton de Neuchâtel.

Gasversorgung Affoltern am Albis AG.
SUISA, Schweizerische Gesellschaft der Urheber und Verleger, Zürich; Tarif-Klassen: Ba, D, Da, Db, F, G, Ha, Hb. SUISA, Société Suisse des Auteurs et Editeurs, Zürich; Classes du tarif: Ba, D, Da, Db, F, Ha, Hb. SUISA, Società Svizzera degli Autori ed Editori, Zurigo; Classi della tariffa: Ba, D, Da, F, Hb.
Société immobilière Rhône-Sland, Genève.
Muster und Modelle. Dessins et modèles. Disegni e modelli 73862—73928.

Mittellungen — Communications — Comunicazioni

Gesandtschaften und Konsulate. Légations et consulats.
Schweizerisch-tschechoslowakische Wirtschaftsbeziehungen. Relations économiques entre la Suisse et la Tchécoslovaquie. Relazioni economiche tra la Svizzera e la Cecoslovacchia.
Schweiz. Nationalbank, Ausweis. Banque nationale suisse, situation hebdomadaire.

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse — Faillites — Fallimenti

Konkursoröffnungen — Ouvertures de faillites

(SchKG. 231, 232) (L.P. 231, 232)
(VZG. vom 22. April 1920, Art. 29, 123) (OT. féd. du 23 avril 1920, art. 29, 123)

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (L.P. 209).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi ils encourront les peines prévues par la loi et seront déchus de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai. Les codébiteurs, cautionnés et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Kt. St. Gallen Konkursamt Gossau (1376¹)

Gemeinschuldner: Haag Ernst, mechanische Schreinerei, von Sulgen (Thurgau), wohnhaft Dorf-Bernhardzell, Gemeinde Waldkirch (St. Gallen).
Konkursoröffnung: 14. Dezember 1946.
Ordentliches Verfahren, Artikel 232 SchKG.

Erste Gläubigerversammlung: 6. Januar 1947, 14 Uhr, im Bureau des Konkursamtes im Amtshaus in Gossau (St. Gallen).

Eingabefrist für Forderungen: bis 27. Januar 1947.

Eingabefrist für Dienstbarkeiten: bis 27. Januar 1947, betreffend nachbezeichnete Liegenschaft:

Parzelle Nr. 815, pl. Bl. 11, 68 a 11 m² messend;
Gebäudegrundflächen, Hofraum, Garten, Wiese, Wald, Wege mit:

a) Wohnhaus Nr. 828, assekuriert Fr. 12 000.—;

b) Schreinerwerkstatt Nr. 829, assekuriert Fr. 16 000.—;

c) Bienenhaus Nr. 830, assekuriert Fr. 200.—.

Grenzen laut Grundbuchplan.

Bezüglich der Grenzen und Dienstbarkeiten wird auf den Liegenschaftsbeschrieb verwiesen, der beim Konkursamt Gossau zur Einsicht aufliegt.

Ct. de Neuchâtel Office des faillites, La Chaux-de-Fonds (1391)

Failli: Berger Robert, fils de Léon et de Lina, née Grob, né le 16 mai 1921, originaire de Savagnier, titulaire de la raison «Robert Berger», achat et vente d'horlogerie, commis, domicilié à La Chaux-de-Fonds, rue du Ravin 7.

Date du jugement de faillite: 16 décembre 1946.

Première assemblée des créanciers: mardi 7 janvier 1947, à 14 heures, à l'Hôtel judiciaire de La Chaux-de-Fonds, rue Léopold-Robert 8.

Délai pour les productions: 28 janvier 1947.

Ct. de Neuchâtel Office des faillites du Val-de-Travers, Môtiers (1392)

Failli: Geiser Marcel, atelier de construction en tubes d'acier, originaire de Langenthal, à Fleurier.

Date de l'ouverture de la faillite: 17 décembre 1946.

Première assemblée des créanciers: mardi 7 janvier 1947, à 15½ heures, à l'Hôtel de district, à Môtiers.

Délai pour les productions: 28 janvier 1947 inclusivement.

Ct. de Genève Office des faillites, Genève (1383)

Faillie: Automatic, S. à r. l., Les Hauts-Crêts, Cologny/Genève.

Date de l'ouverture de la faillite: 28 octobre 1946.

Liquidation sommaire, article 231 L.P.: 26 décembre 1946.

Délai pour les productions: 18 janvier 1947.

Ct. de Genève Office des faillites, Genève (1384)

Failli: Fritsch Thomas-Hans, ex-négociant, domicilié 11, rue Pierre-Fatio, à Genève.

Date de l'ouverture de la faillite: 4 novembre 1946.

Liquidation sommaire, article 231 L.P.: 26 décembre 1946.

Délai pour les productions: 18 janvier 1947.

Einstellung des Konkursverfahrens — Suspension de la liquidation

(SchKG 230.) (L. P. 230.)

Falls nicht binnen zehn Tagen ein Gläubiger die Durchführung des Konkursverfahrens begehrt und für die Kosten hinreichende Sicherheit leistet, wird das Verfahren geschlossen.
La faillite sera clôturée faute par les créanciers de réclamer dans les dix jours l'application de la procédure en matière de faillite et d'en avancer les frais.

Kt. Zürich Konkursamt Enge-Zürich (3²)

Ueber die Censor Holding- und Fabrikations-A.G., Erwerb und dauernde Verwaltung von Beteiligungen an andern Unternehmungen usw. ferner Auswertung eines Verfahrens zur Herstellung von Schutzhüllen an zerbrechlichen Gefässen, speziell Kork-Transportflaschen usw., Traubenstrasse 1, Zürich 2, dato Claridenstrasse 35, Zürich 2, ist durch Verfügung des Konkursrichters des Bezirksgerichtes Zürich vom 7. November 1946 der Konkurs eröffnet, das Verfahren aber mit Verfügung des nämlichen Richters am 23. Dezember 1946 mangels Aktiven wieder eingestellt worden.

Falls nicht ein Gläubiger bis zum 7. Januar 1947 die Durchführung des Konkursverfahrens begehrt und für die Kosten desselben einen Vorschuss von Fr. 500 leistet, wird das Verfahren als geschlossen erklärt.

Kt. Zürich Konkursamt Enge-Zürich (4²)

Ueber Rosenberger Ch., Vertretungen von Zentralheizungen, insbesondere des Systems Deriaz, Tödiinstrasse 44, Zürich 2, Inhaber: Charles Rosenberger-Schaub, geb. 1912, Kaufmann, von Birmensdorf und Zürich, wohnhaft Grütlistrasse 36, in Enge-Zürich 2, ist durch Verfügung des Konkursrichters des Bezirksgerichtes Zürich vom 4. Dezember 1946 der Konkurs eröffnet, das Verfahren aber mit Verfügung des nämlichen Richters am 23. Dezember 1946 mangels Aktiven wieder eingestellt worden.

Falls nicht ein Gläubiger bis zum 7. Januar 1947 die Durchführung des Konkursverfahrens begehrt und für die Kosten desselben einen Vorschuss von Fr. 500 leistet, wird das Verfahren als geschlossen erklärt.

Kt. Zürich Konkursamt Unterstrass-Zürich (1393)

Gemeinschuldner: Gothail Jakob, Handel mit Waren aller Art, polnischer Staatsangehöriger, Walchestrasse 19, Zürich 6.

Datum der Konkursoröffnung: 13. Dezember 1946.

Datum der Einstellungsverfügung: 23. Dezember 1946.

Sofern nicht ein Gläubiger bis zum 7. Januar 1947 die Durchführung des Konkurses begehrt, sich zur Uebernahme der entstehenden Kosten verpflichtet und an diese vorläufig einen Barvorschuss von Fr. 400 leistet, wird das Verfahren als geschlossen erklärt.

Kollokationsplan — Etat de collocation

(SchKG. 249—251) (L.P. 249—251)

Der ursprüngliche oder abgeänderte Kollokationsplan erwächst in Rechtskraft, falls er nicht binnen zehn Tagen vor dem Konkursgerichte angefochten wird.
L'état de collocation, original ou rectifié passe en force, s'il n'est attaqué dans les dix jours par une action intentée devant le juge qui a prononcé la faillite.

Kt. Zürich Konkursamt Schwamendingen-Zürich (1362¹)

Im Konkurse über Schibli Werner, Glückwunsch- und Trauerkartenverlag, Schaffhauserstrasse 320, Zürich 11, liegt der Kollokationsplan den beteiligten Gläubigern beim obgenannten Konkursamt zur Einsicht auf. Klagen auf Anteckung des Planes sind innert zehn Tagen, von der Bekanntmachung an, gerichtlich anhängig zu machen, widrigenfalls er als anerkannt betrachtet würde.

Ct. de Genève Office des faillites, Genève (1385)

Failli: Mirault Jean, négociant, route de Chêne 152, Genève.

Délai pour faire opposition: 8 janvier 1947.

Schluss des Konkursverfahrens — Clôture de la faillite
(SchKG. 268) (LP. 268)

Kt. Zürich Konkursamt Unterstrass-Zürich (1380)
Gemeinschuldner: Kollektivgesellschaft Meyer & Steiner, Verkauf von Radioapparaten, Schaffhäuserstrasse 18 in Zürich 6.
Datum der Schlussverfügung des Konkursrichters des Bezirksgerichtes Zürich: 17. Dezember 1946.

Kt. Zürich Konkursamt Riesbach-Zürich (1379)
Das Konkursverfahren über den Nachlass des Hausherr Max E., geboren 1875, von Zürich, wohnhaft gewesen in Zollikon, gewesener Inhaber der Firma Max E. Hausheer, Import und Export, Beethovenstrasse 43, Zürich 2, ist durch Verfügung des Konkursrichters des Bezirksgerichtes Zürich vom 20. Dezember 1946 als geschlossen erklärt worden.

Kt. Aargau Konkursamt Baden (1394)
Liquidat: Urech Arnold, 1917, gewesener Schreinermeister, von Brunegg, in Mägenwil.
Datum des Schlusses: 19. Dezember 1946.

Ct. de Genève Office des faillites, Genève (1386/9)
Les liquidations des faillites de:
1. Isler & Co. J., S. A., fruits en gros, 24, rue Rotschild, à Genève;
2. la société en nom collectif Ruff et Martinet, articles de sport, rue Verdaine 2, à Genève,
3. la Société immobilière Ruedu trentee et undécembre, N° 12, S. A., à Genève,
4. Balik Ernest, confection, 21, rue de Carouge, à Genève,
ont été clôturées par ordonnances du président du Tribunal de première instance, en dates des 23 et 26 décembre 1946.
Sieur Balik a été déclaré excusable.

Widerruf des Konkurses — Révocation de la faillite
(SchKG 195, 196, 317.) (L. P. 195, 196, 317.)

Ct. de Neuchâtel Office des faillites, Neuchâtel (1381)
La faillite prononcée le 26 octobre 1946 contre Girard & Viénet, représentations commerciales, place de la Gare, à Neuchâtel, a été révoquée ensuite du retrait de toutes les productions et cela par décision du 20 décembre 1946, rendue par le président du Tribunal I. En conséquence, la société en faillite est réintégrée dans la libre disposition de ses biens.

Ct. de Genève Tribunal de première instance, Genève (1390)
Par jugement du 26 décembre 1946, le Tribunal a prononcé la révocation de la faillite de la société Médica S. A., société anonyme ayant son siège à Genève, rue du Rhône 29.
La débitrice a été réintégrée dans la libre disposition de ses biens.
Tribunal de première instance de Genève:
J. Gavard, cis-greffier.

Nachlassverträge — Concordats — Concordati

Nachlassstundung und Aufruf zur Forderungseingabe
(SchKG 295, 296, 300.)

Sursis concordataire et appel aux créanciers
(L. P. 295, 296, 300.)

Den nachbenannten Schuldnern ist eine Nachlassstundung bewilligt worden.
Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen in der Eingabefrist beim Sachwalter einzulegen, unter der Androhung, dass sie im Unterlassungsfall bei den Verhandlungen über den Nachlassvertrag nicht stimmberechtigt wären.

Les débiteurs ci-après ont obtenu un sursis concordataire.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances auprès du commissaire dans le délai fixé pour les productions, sous peine d'être exclus des délibérations relatives au concordat.

Kt. Luzern Konkurskreis Luzern (1395)
(G. mass Art. 293—297 und 300 u. ff. SchKG., Art. 40 BRV. vom 24. Januar 1941)

Schuldnerin: Azota, Gesellschaft für chemische Produkte, Luzern.
Datum der Stundungsbewilligung durch den Amtsgerichtspräsidenten von Luzern-Stadt: 16. Dezember 1946.
Dauer der Stundung: 2 Monate.

Sachwalter: Otto Schuinaacher, Sachwalter, Grabenstrasse 6/Mariahilfsgasse 2b, Luzern.

Eingabefrist: bis und mit 17. Januar 1947. Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Ansprüche, berechnet auf den 16. Dezember 1946 innert der Eingabefrist dem Sachwalter anzumelden.

Gläubigerversammlung: Donnerstag, den 6. Februar 1947, nachmittags 2 Uhr, im Hotel «Fédéral», Rathausquai 6, Luzern.

Frist zur Einsicht der Akten: vom 27. Januar 1947 bis 5. Februar 1947 im Bureau des Sachwalters.

Notstundung — Sursis extraordinaire

(Verordnung des BR. vom 24. Januar 1941 — Ordonnance du CF du 24 janvier 1941)

Kt. Glarus Zivilgericht des Kantons Glarus, Glarus (1396)
Notstundungsbewilligung

Das Zivilgericht des Kantons Glarus hat mit rechtskräftigem Entscheid vom 19. Dezember 1946 dem T ü m p y C u r t, Rathausplatz, Glarus, eine Notstundung im Sinne der bundesrätlichen Verordnung über vorübergehende Milderungen der Zwangsvollstreckung vom 24. Januar 1941 für die Dauer eines Jahres, vom 19. Dezember 1946 an gerechnet, bewilligt.

G l a r u s, den 24. Dezember 1946.

Namens des Zivilgerichtes,
der Gerichtspräsident: Dr. H. Becker-Lieni;
der Gerichtsschreiber: Dr. K. Luchsinger.

Nachlassfundungsgesuch — Demande de sursis concordataire
(SchKG 293.) (L. P. 293.)

Ct. de Vaud Tribunal d'Aigle (1382)

Le président du Tribunal du district d'Aigle donne avis que, dans son audience du mardi 7 janvier 1947, à 9 heures 30, en salle du Tribunal, Maison de Ville à Aigle, il statuera sur la demande de sursis concordataire présentée par Estoppey Albert, à Aigle.

Les intéressés qui peuvent fournir des renseignements sur la situation du débiteur sont invités à le faire à l'audience.

Aigle, le 23 décembre 1946.

Le président du Tribunal:
Caprez.

Handelsregister - Registre du commerce - Registro di commercio

Stiftungen - Fondations - Fondazioni

Publikationen betreffend Stiftungen erscheinen nur in der Samstagsausgabe
Les publications concernant les fondations paraissent seulement le samedi

Zürich — Zurich — Zurigo

19. Dezember 1946.

Personalfürsorge der Firma Schmid & Co., in Zürich 2, in Zürich. Unter diesem Namen besteht auf Grund der Stiftungsurkunde vom 11. Dezember 1946 eine Stiftung. Ihr Zweck ist die Fürsorge für die Angestellten der Firma «Schmid & Co. Elektro- & Glühlampen-Vertrieb», in Zürich 2, und deren Familien in dem vom Stiftungsrat zu bestimmenden Umfange, durch Gewährung von Unterstützungsleistungen in Fällen von Alter, Invalidität, Krankheit, Tod oder sonstiger Notlage. Die Organe der Stiftung sind der Stiftungsrat von 3 Mitgliedern und die Kontrollstelle. Die Mitglieder des Stiftungsrates Georg Schmid, von Wohlenschwil (Aargau), in Zürich, Präsident; Albert Ferrari, von Bellinzona, in Kilehberg (Zürich), Sekretär, und Rosa Huber, von und in Zürich. Kassierer, führen Kollektivunterschrift je zu zweien. Domizil: Gutenbergstrasse 10, in Zürich 2 (bei der Firma «Schmid & Co. Elektro- & Glühlampen-Vertrieb»).

19. Dezember 1946.

Schäppi-Stiftung, in Zürich 9 (SHAB. Nr. 90 vom 18. April 1914, Seite 877). Der Verwaltungsrat der «Eisenkonstruktionen A.-G. vormals Schäppi & Schweizer» hat am 29. Oktober 1946 beschlossen, die Stiftungsurkunde abzuändern. Der Bezirksrat Zürich hat als Aufsichtsbehörde der Abänderung am 22. November 1946 die Genehmigung erteilt. Zweck der Stiftung ist nun die Fürsorge für die Angestellten und Arbeiter der «Eisenkonstruktionen A.-G. vormals Schäppi & Schweizer», in Zürich 9, gegen die wirtschaftlichen Folgen von Krankheit, Invalidität, Alter, Arbeitslosigkeit, besonderer unverschuldeter Notlage und Tod.

19. Dezember 1946.

Hilfs- & Pensionskasse der Migros-Gesellschaften, in Zürich 5, Stiftung (SHAB. Nr. 18 vom 23. Januar 1945, Seite 190). Mit Beschluss des Stiftungsrates vom 13./14. Oktober 1946 ist die Stiftungsurkunde abgeändert worden. Der Bezirksrat Zürich hat als Aufsichtsbehörde am 23. August 1946 der Abänderung die Zustimmung erteilt. Die Organe der Stiftung sind nun die Urabstimmung, die Delegiertenversammlung, der Stiftungsrat von 13 bis 15 Mitgliedern und die Kontrollstelle. Die weiteren Änderungen berühren die früher veröffentlichten Tatsachen nicht.

23. Dezember 1946.

Stiftung Personalfürsorge der Firma Gebr. Gossweiler, Techn. Büro, Dübendorf, in Dübendorf. Unter diesem Namen besteht auf Grund der öffentlichen Urkunde vom 13. Dezember 1946 eine Stiftung. Ihr Zweck ist die Fürsorge für die Angestellten und Arbeiter der Firma «Gebr. Gossweiler», in Dübendorf, und ihrer Angehörigen. Die Organe der Stiftung sind der Stiftungsrat von 1 bis 3 Mitgliedern und die Kontrollstelle. Das einzige Mitglied des Stiftungsrates, Hans Gossweiler, von und in Dübendorf, führt Einzelunterschrift. Geschäftslokal: Neuhoftstrasse 30 (bei der Firma «Gebr. Gossweiler»).

23. Dezember 1946.

Personalfürsorgestiftung der Firma Walter Ammann, in Zürich 3 (SHAB. Nr. 23 vom 29. Januar 1943, Seite 230). Durch Beschluss des Stiftungsrates vom 20. November 1946 ist die Stiftungsurkunde abgeändert worden. Der Bezirksrat Zürich hat als Aufsichtsbehörde am 6. Dezember 1946 der Abänderung die Zustimmung erteilt. Zweck der Stiftung ist nun die Fürsorge für die Angestellten und Arbeiter der Firma «Walter Ammann» und ihrer Angehörigen, insbesondere gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Krankheit, Invalidität, Arbeitslosigkeit, Tod und unverschuldeter Notlage. Die Stiftung kann ferner Beiträge zum Zweck der Berufsausbildung und -weiterbildung an solche Lehrlinge und Angestellte leisten, deren finanzielle Verhältnisse eine derartige Berufsausbildung nicht gestatten würden.

21. Dezember 1946.

Fürsorgestiftung der Firma Ernst Manz Hotel St. Gotthard Zürich, in Zürich. Unter diesem Namen besteht auf Grund der Stiftungsurkunde vom 9. Dezember 1946 eine Stiftung. Ihr Zweck ist die Fürsorge für die von der Firma «Ernst Manz» in Zürich beschäftigten Angestellten und Arbeiter und ihren Angehörigen, für den Fall des Alters und des Todes, von Krankheit und Invalidität, wie in Fällen besonderer Notlage. Die Organe der Stiftung sind der Stiftungsrat von 1 bis 3 Mitgliedern und die Kontrollstelle. Einzelunterschrift führt der Vorsitzende des Stiftungsrates Ernst Manz-Meister, von und in Zürich. Domizil: Bahnhofstrasse 87 in Zürich 1 (bei der Firma Ernst Manz).

24. Dezember 1946.

Personalfürsorgestiftung der Dolderbahn-Aktiengesellschaft, in Zürich. Unter diesem Namen besteht auf Grund der Stiftungsurkunde vom 20. Dezember 1946 eine Stiftung. Ihr Zweck ist die Fürsorge für die männlichen und weiblichen Angestellten der «Dolderbahn-Aktiengesellschaft», in Zürich, sowie für deren Hinterbliebene. Organe der Stiftung sind der Stiftungsrat von 3 bis 5 Mitgliedern und die Kontrollstelle. Die Mitglieder des Stiftungsrates Willy Schweizer, von und in Zürich, Präsident; Gottfried Henry Krähenbühl, von Grossehöchstetten (Bern), in Zürich, und Carl Curiger, von und in Zürich, führen Kollektivunterschrift je zu zweien. Domizil: Kurhausstrasse 18 in Zürich 7 (bei der Firma Dolderbahn-Aktiengesellschaft).

24. Dezember 1946.

Wohlfahrtsfonds Stephan Kränzlin, in Winterthur 1, Stiftung (SHAB. Nr. 83 vom 9. April 1943, Seite 810). Durch Beschluss des Stiftungsrates vom 20. November 1946 ist die Stiftungsurkunde abgeändert worden. Der Bezirksrat Winterthur hat als Aufsichtsbehörde von dieser Abänderung

Vorwerk genommen und festgestellt, dass dagegen keine Einwendungen zu erheben seien. Zweck der Stiftung ist nun die Fürsorge für die Angestellten und Arbeiter der Firma «Stephan Kränzlin & Co.», in Winterthur, gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Krankheit, Invalidität, Tod und unverschuldeter, besonderer Notlage.

Bern — Berne — Berna
Bureau Aarwangen

23. Dezember 1946.

Personal-Fürsorgestiftung der Firma Häusler & Cie., zum Papierhof, in Langenthal, in Langenthal. Unter dieser Bezeichnung wurde durch öffentliche Urkunde vom 16. Dezember 1946 eine Stiftung errichtet. Ihr Zweck besteht in der Gewährung von Unterstützungen an die Arbeitnehmer und im Falle des Todes des Arbeitnehmers an den überlebenden Ehegatten, die Nachkommen und die Eltern sowie an die zu Lebzeiten des Arbeitnehmers von ihm unterhaltenen Personen. Der Stiftungsrat besteht aus 2 bis 5 Personen. Der Präsident Albrecht Häusler-Eymann, von Gondiswil, in Langenthal, und der Sekretär/Kassier Ernst Rindlisbacher, von Lützelflüh, in Langenthal, führen Einzelunterschrift. Geschäftslokal: Firma Häusler & Cie., «Zum Papierhof», Bahnhofstrasse.

Bureau Bern

21. Dezember 1946.

Personalfürsorgestiftung der Firma Zigerli & Cie. A.-G., Bern, in Bern. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 20. Dezember 1946 eine von der Firma «Zigerli & Cie. A.-G.», in Bern, errichtete Stiftung im Sinne von Art. 80 ff. ZGB. Ihr Zweck besteht in der Gewährung von Unterstützungen: a) an die Angestellten und Arbeiter der Stifterfirma im Falle von Alter, Krankheit, Unfall, Invalidität, Militärdienst und Arbeitslosigkeit des Arbeitnehmers selbst; b) an die Angestellten und Arbeiter der Stifterfirma im Falle von Krankheit, Unfall oder Invalidität des Ehegatten, der Eltern oder der minderjährigen oder erwerbsunfähigen Kinder des Arbeitnehmers; c) im Falle des Todes des Angestellten oder Arbeiters an den überlebenden Ehegatten, die Nachkommen und die Eltern, sowie an die zu Lebzeiten des Angestellten oder Arbeiters von ihm unterhaltenen Personen. Einziges Organ der Stiftung ist der Stiftungsrat von 3 bis 5 Mitgliedern, der von der Stifterfirma ernannt wird und in dem die Arbeitnehmer mit mindestens einem Mitglied vertreten sein müssen. Dem Stiftungsrat gehören an: Karl Zigerli, von und in Bern, Präsident; Dr. Willi Schwander, von Basel, in Burgdorf, Vizepräsident und Sekretär; Max Hufschmid, von Hauenstein, in Bern, als Vertreter der Destinatäre. Diese 3 Mitglieder zeichnen namens der Stiftung zu zweien kollektiv. Domizil der Stiftung: Spitalgasse 14 (bei der Firma «Zigerli & Cie. A.-G.»).

21. Dezember 1946.

Personalfürsorgefonds der Angestellten des Verbandes Schweizerischer Schokoladefabrikanten, in Bern. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 13. Dezember 1946 eine Stiftung im Sinne von Art. 80 ff. ZGB. Die Stiftung bezweckt die Ausrichtung von Fürsorgeleistungen an die Angestellten des «Verbandes Schweizerischer Schokoladefabrikanten (Union des fabricants suisses de chocolat) (Unione dei fabbricanti svizzeri di cioccolato)» zur Milderung der wirtschaftlichen Folgen von Alter, Krankheit, Unfall und Invalidität dieser Angestellten sowie im Falle von Krankheit, Unfall oder Invalidität ihrer Ehefrau oder ihrer minderjährigen oder erwerbsunfähigen Kinder. Die Stiftung wird von einem Stiftungsrat verwaltet, der aus 3 Mitgliedern besteht, wovon 1 Mitglied aus dem Kreise der Destinatäre. Der Stiftungsrat wird von der Verwaltung des «Verbandes Schweizerischer Schokoladefabrikanten» gewählt. Prof. Dr. Werner von Steiger, von und in Bern, ist Präsident des Stiftungsrates; Dr. Rolf A. Heiz, von Menziken, in Bern, ist Sekretär der Stiftung; sie zeichnen kollektiv zu zweien. Domizil der Stiftung: Münzgraben 6 (beim «Verband Schweizerischer Schokoladefabrikanten»).

23. Dezember 1946.

Wohlfahrtsfonds Monsilva, in Bern. Unter diesem Namen hat die Genossenschaft «Monsilva», mit Sitz in Bern, als Stifterin, auf Grund der Stiftungsurkunde vom 17. Dezember 1946 eine Stiftung errichtet. Sie bezweckt die Gewährung von Unterstützungen an die Angestellten und Arbeiter der Genossenschaft «Monsilva» und an die Hinterbliebenen (Ehefrau und Kinder) beim Todesfall eines Angestellten oder Arbeiters der Genossenschaft «Monsilva». Einziges Organ der Stiftung ist der vom Vorstand der Stifterin gewählte Stiftungsrat von höchstens 5 Mitgliedern, von denen eines Angestellter oder Arbeiter der Stifterin sein soll. Mitglieder des Stiftungsrates sind gegenwärtig: Walter Scherz, von Aeschi (Bern), in Muri bei Bern, als Präsident, mit Einzelunterschrift; ferner kollektiv zu zweien zeichnend: Rudolf Stämpfli, von und in Bern; Otto Coninx, von und in Zürich; Robert Furrer, von und in Zürich; Hans Laudolt, von Büren an der Aare, in Bern, als Vertreter der Arbeitnehmer. Domizil: Amthausgasse 14 (bei Ed. Steck & Cie.).

24. Dezember 1946.

Personalfürsorgestiftung der Firma Albert Rohr, Bäckermeister, Bern, Kessergasse 44, in Bern. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 21. Dezember 1946 eine Stiftung. Sie bezweckt die Gewährung von Unterstützungen: a) an den Arbeitnehmer im Falle von Alter, Krankheit, Unfall oder Invalidität, Militärdienst oder Arbeitslosigkeit des Arbeitnehmers selbst; b) an den Arbeitnehmer im Falle von Krankheit, Unfall oder Invalidität des Ehegatten, der Eltern oder der minderjährigen oder erwerbsunfähigen Kinder des Arbeitnehmers; c) im Falle des Todes des Arbeitnehmers an den überlebenden Ehegatten, die Nachkommen und die Eltern sowie an die zu Lebzeiten des Arbeitnehmers von ihm unterhaltenen Personen. Die Verwaltung der Stiftung erfolgt durch einen Stiftungsrat von 1 bis 3 Mitgliedern, wobei mindestens 1 Mitglied aus dem Kreise der Destinatäre zu bestimmen ist. Je 2 Mitglieder des Stiftungsrates vertreten die Stiftung durch Kollektivunterschrift. Es sind dies: Albert Rohr, von und in Bern, Präsident; Wilhelmine Herzog, von Ermatingen, in Bern, Sekretärin. Domizil der Stiftung: Kessergasse 44 (beim Stifter).

27. Dezember 1946.

Personalfürsorge der Firma Dr. E. Gräub, in Bern. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 21. Dezember 1946 eine Stiftung. Sie bezweckt die Fürsorge für die Angestellten und Arbeiter der Firma «Dr. E. Gräub», in Bern, ferner die Ausrichtung von Zuwendungen an die überlebende Ehefrau und die Kinder beim Tode eines Angestellten oder Ar-

beiters, in besondern Fällen an dessen Eltern. Die Verwaltung der Stiftung erfolgt durch einen von der Geschäftsleitung der Stifterfirma bezeichneten Stiftungsrat von 3 Mitgliedern, wobei 1 Mitglied dem Kreise des fürsorgeberechtigten Personals entnommen werden muss. Präsident des Stiftungsrates ist Dr. Ernst Gräub, von und in Bern; er führt Einzelunterschrift. Sekretär des Stiftungsrates ist Rudolf Hubacher, von Twann, und weiteres Mitglied ist Marguerite Engel, von Twann; beide in Bern. Diese beiden zeichnen kollektiv zu zweien. Domizil der Stiftung: Seilerstrasse 23 a (im Bureau der Firma «Dr. E. Gräub»).

27. Dezember 1946.

Stiftung zur Förderung des Schweizerischen Ackerbaues und der bäuerlichen Selbstversorgung, in Bern. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 17. Dezember 1946 eine Stiftung. Sie bezweckt die Förderung des Ackerbaues und der bäuerlichen Selbstversorgung im Sinne der während der Kriegsjahre entfalteten Tätigkeit des nationalen Anbaufonds; insbesondere verfolgt sie die Förderung aller Selbsthilfemassnahmen durch die Verbreitung der technischen Kenntnisse und durch die Erleichterung der Anschaffung geeigneter Maschinen, Geräte und Hilfsmittel. Die Organe der Stiftung sind: Der Stiftungsrat und zwei von ihm gewählte Rechnungsrevisoren als Kontrollstelle. Die Verwaltung der Stiftung erfolgt durch einen Stiftungsrat von 7 bis 12 Mitgliedern. Der Stiftungsrat ist identisch mit dem Aufsichtsrat des Nationalen Anbaufonds; in der Folge ergänzt sich der Stiftungsrat selbst. Es vertreten die Stiftung: der Präsident oder der Vizepräsident je mit dem Aktuar oder dem Quästor kollektiv zu zweien. Präsident ist Dr. Rudolf Minger, von Mülchi und Schönen, in Schüpfen; Vizepräsident: Prof. Dr. Fritz Wahlen, von Trimstein. Gemeinde Rubigen (Bern), in Zürich; Aktuar: Karl Herzog, von Wynau, in Bern; Quästor: Ernst Aebi, von Wynigen, in Brugg. Domizil der Stiftung: Böcklinstrasse 9 (beim Aktuar).

Bureau Büren a. d. A.

24. Dezember 1946.

Stiftung der Heloisa A.-G., in Lengnau b. B. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 23. August 1946 eine Stiftung. Sie bezweckt die Gewährung von Unterstützungen an die Arbeitnehmer der Stifterfirma im Falle von Alter, Krankheit, Invalidität und Arbeitslosigkeit sowie im Falle ihres Todes an die überlebenden Ehegatten, ihre Kinder, ihre Eltern und Personen, die sie unterstützt haben. Einziges Organ der Stiftung ist ein aus 2 bis 3 Mitgliedern bestehender Stiftungsrat, wobei die Stifterfirma 1 Mitglied, die Destinatäre 1 bis 2 Mitglieder bestimmen. Je 2 Mitglieder des Stiftungsrates vertreten die Stiftung mit Kollektivunterschrift. Es sind dies: Robert Gilomen-Schlup, von und in Lengnau b. B., Präsident; Ernst Steffen-Gilomen, von und in Lengnau b. B., Sekretär, und Fritz Kämpfer-Hirt, von Walterswil (Bern), in Lengnau b. B., Beisitzer. Domizil der Stiftung: im Büro der Firma Heloisa A.G., Lengnau b. B.

Bureau Burgdorf

21. Dezember 1946.

Personalfürsorgestiftung der Firma H. Graf & Co. A.-G. Burgdorf, in Burgdorf. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 7. Dezember 1946 eine Stiftung. Sie bezweckt die Gewährung von Unterstützungen: a) an die Angestellten und Arbeiter der Stifterfirma im Falle von Alter, Krankheit, Unfall, Invalidität, Militärdienst und Arbeitslosigkeit des Arbeitnehmers selbst; b) an die Angestellten und Arbeiter der Stifterfirma im Falle von Krankheit, Unfall oder Invalidität des Ehegatten, der Eltern oder der minderjährigen oder erwerbsunfähigen Kinder des Arbeitnehmers; c) im Falle des Todes des Angestellten oder Arbeiters an den überlebenden Ehegatten, die Nachkommen und die Eltern sowie an die zu Lebzeiten des Angestellten oder Arbeiters von ihm unterhaltenen Personen. Die Verwaltung der Stiftung erfolgt durch einen Stiftungsrat von 3 bis 5 Mitgliedern, welche von der Generalversammlung der Aktionäre der Stifterfirma ernannt werden. Je zwei Mitglieder des Stiftungsrates vertreten die Stiftung durch Kollektivzeichnung zu zweien. Es sind dies: Hans Graf, von Oeschenbach, in Burgdorf, als Präsident; Dr. Willi Schwander, von Basel, in Burgdorf, als Sekretär, und Otto Keller, von Wald (Zürich), in Burgdorf. Das Domizil der Stiftung befindet sich bei der Stifterfirma «H. Graf & Co. A.-G.» in Burgdorf, Oberburgstrasse 35.

Luzern — Lucerne — Lucerna

18. Dezember 1946.

Stiftung Personalfürsorgefonds E. Gübelin sel. Erben, Luzern, in Luzern. Unter dieser Bezeichnung haben die Erben des Eduard Gübelin, gewesen Inhabers der Firma «Eduard Gübelin», Uhren und Juwelen, in Luzern, Zürich, Genf und St. Moritz, laut öffentlicher Urkunde vom 30. November 1946 eine Stiftung errichtet. Sie bezweckt die Fürsorge für die Angestellten und Arbeiter der Firma «Gübelin Söhne». Organ der Stiftung ist der Stiftungsrat, bestehend aus 2 bis 3 Mitgliedern. Mitglieder sind Marie Gübelin-Schriber, von Luzern, in der Gemeinde Horw; Walter Gübelin, Präsident, und Dr. Josef Hug-Gübelin, diese beiden von und in Luzern. Sie zeichnen kollektiv zu zweien. Adresse: Schweizerhofquai 1.

20. Dezember 1946.

Wohlfahrtsfonds der A.G. für Haushaltartikel, Hochdorf, in Hochdorf (SHAB. Nr. 192 vom 20. August 1942, Seite 1899). Laut öffentlicher Urkunde vom 22. November 1946 wurde Artikel 8 des Stiftungsstatuts bzw. der Stiftungsurkunde, abgeändert, wodurch die publizierten Tatsachen nicht berührt werden. Die Aufsichtsbehörde hat am 13. Dezember 1946 dieser Aenderung zugestimmt.

23. Dezember 1946.

Personalfürsorge der Couvertfabrik J. Bochsler & Cie. A.G. Ebikon, in Ebikon. Unter dieser Bezeichnung hat die Firma «J. Bochsler & Cie. A.G.», Couvertfabrik, in Ebikon, durch öffentliche Urkunde vom 16. Dezember 1946 eine Stiftung errichtet. Sie hat zum Zwecke, den Angestellten, Arbeitern und Arbeiterinnen der Stifterfirma bei Eintritt wirtschaftlicher Folgen von Alter, Krankheit, Invalidität und Tod besondere finanzielle Unterstützungen zu gewähren. Verwaltungsorgan ist der durch die Generalversammlung der Stifterin bezeichnete, aus 2 Mitgliedern bestehende Stiftungsrat. Vorsitzender ist Josef Bochsler, von und in Ebikon; er führt Einzelunterschrift. Adresse der Stiftung: Ebikon, bei der Firma «J. Bochsler & Cie., A.G.», Couvertfabrik.

23. Dezember 1946.

Sterbekasse des Verbandes der Beamten, Angestellten und ständigen Arbeiter des Kts. Luzern, sowie der Lehrerschaft an den staatlichen Lehranstalten des Kts. Luzern, in Luzern. Unter dieser Bezeichnung wurde durch öffentliche Urkunde vom 18. Dezember 1946 eine Stiftung errichtet. Ihr

Zweck besteht darin, die Hinterbliebenen verstorbener Mitglieder des Verbandes nach dem Tode des Mitgliedes vor den ersten finanziellen Sorgen zu schützen. Im übrigen gelten die Statuten der Sterbekasse vom 8. Februar 1936. Die Stiftung wird verwaltet durch den Stiftungsrat, der mit dem jeweiligen Vorstand des Verbandes der Beamten, Angestellten und ständigen Arbeiter des Kts. Luzern identisch ist und demnach aus 9 Mitgliedern besteht. Unterschrift zu zweien für die Stiftung führen gegenwärtig der Präsident des Stiftungsrates, Dr. Werner Bühlmann, von Ruswil und der I. Aktuar Josef Müller, von Luzern, beide wohnhaft in Luzern. Adresse: Bahnhofstrasse 15.

24. Dezember 1946.

Personalfürsorgefonds der Luzerner Landbank A.G., in Grosswangen. Unter dieser Bezeichnung hat die Firma «Luzerner Landbank Aktiengesellschaft», in Grosswangen, laut öffentlicher Urkunde vom 16. Dezember 1946 eine Stiftung errichtet. Zweck der Stiftung im allgemeinen ist die Fürsorge für das Personal der Bank, insbesondere der Schutz gegen die wirtschaftlichen Folgen von Invalidität, Arbeitslosigkeit, Alter und Tod. Die Stiftung kann zur Erreichung dieses Zweckes geeignete Versicherungen abschliessen oder bestehende übernehmen und weiterführen. Organe der Stiftung sind der Stiftungsrat, bestehend aus 3 Mitgliedern, und die Kontrollstelle. Unterschrift führt der Präsident kollektiv mit einem weiteren Mitglied. Präsident des Stiftungsrates ist Dr. Leo Brunner, von Grosswangen, in Luzern; weitere Mitglieder sind Franz Imhof, von Sisikon (Uri), in Willisau-Stadt, und Josef Stutz, von und in Grosswangen.

Glarus — Glaris — Glarona

20. Dezember 1946.

Wohlfahrtsfond der Firma F. Hefti & Co. A.G., in Hätzingen, Stiftung (SHAB. Nr. 221 vom 22. September 1943, Seite 2118). Unterm 7. Dezember 1946 wurde, mit Zustimmung der Direktion des Innern als Aufsichtsbehörde über die Stiftungen, die Stiftungsurkunde teilweise abgeändert. Zweck der Stiftung ist die Fürsorge für die Angestellten und Arbeiter der Stifterfirma gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Invalidität, Krankheit, Tod und unverschuldeter Notlage. Der Stiftung wurden sechs unselbständige Fonds zu Eigentum übertragen. Die übrigen Änderungen betreffen die publizierten Tatsachen nicht.

20. Dezember 1946.

Fürsorgestiftung der Firma Aktiengesellschaft Fröhlich, Brunnschweiler & Co., in Ennenda, Stiftung (SHAB. Nr. 148 vom 28. Juni 1923, Seite 1295). Aus dem Stiftungsrat ist Jakob Brunnschweiler-Hardmeyer infolge Todes ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Als neues Mitglied und zugleich Präsident wurde Norman Fröhlich, von Brugg und Hauptwil, in Mittlodi, gewählt; er zeichnet kollektiv zu zweien.

Freiburg — Fribourg — Friborgo

Bureau de Fribourg

23 décembre 1946.

Fonds de prévoyance sociale de la Maison Paul Leibzig, Fabrique de meubles S.A., à Fribourg, fondation (FOSC. du 20 février 1946, No 42, page 550). Par acte authentique du 11 décembre 1946, la fondation a révisé ses statuts. L'autorité de surveillance a donné son approbation en date du 18 décembre 1946. Les allocations servies par la fondation ont pour but de venir en aide aux employés et ouvriers qui sont au service de la maison depuis trois mois au moins, éventuellement à leur famille pour parer aux conséquences économiques du décès d'un employé ou d'un ouvrier ou d'un membre de sa famille; en outre, lorsque, du fait de ses charges de famille, un employé ou un ouvrier tombe dans le besoin. Le fonds de prévoyance pourra aussi intervenir financièrement dans d'autres cas de détresse désignés par la commission administrative. La fondation ne peut assumer d'obligations qui, juridiquement, incombent à la fondatrice, ni faire de prestations revêtant, sous une forme quelconque, le caractère d'un salaire.

Solothurn — Soleure — Soletta

Bureau Grenchen-Bettlach

19. Dezember 1946.

Personalfürsorgestiftung der Firma S. Lambert Aktiengesellschaft, in Grenchen (SHAB. Nr. 152 vom 4. Juli 1942, Seite 1540). Durch öffentliche Urkunde vom 9. Dezember 1946 wurde die Stiftungsurkunde geändert. Die Änderung betrifft keine publizierten Tatsachen. Der Regierungsrat des Kantons Solothurn hat durch Beschluss vom 14. Dezember 1946 die Änderung genehmigt.

20. Dezember 1946.

Personalfürsorgestiftung Eterna A.G., in Grenchen (SHAB. Nr. 159 vom 12. Juli 1943, Seite 1598). Gemäss öffentlicher Urkunde vom 9. Dezember 1946 hat der Stiftungsrat mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde die Zweckbestimmung wie folgt festgelegt: Förderung der Alters-, Hinterbliebenen-, Arbeitslosen- und Krankenfürsorge sowie Hilfe in Fällen anderweitiger unverschuldeter Notlage der im Dienste der Stifterin stehenden Angestellten und Arbeiter beiderlei Geschlechts.

Basel-Stadt — Bâle-Ville — Basilea-Città

17. Dezember 1946.

Angestelltenfonds der Firma Schwitter A.G., in Basel. Unter diesem Namen besteht auf Grund der Urkunde vom 11. Dezember 1946 eine Stiftung zur Alters- und Hinterlassenenfürsorge für die zeichnungsberechtigten Angestellten der Firma «Schwitter A.G.», in Basel. Dem Stiftungsrat aus 1 bis 3 Mitgliedern gehören an: Fridolin Schwitter-Lagutt, von Basel, in Binningen, als Präsident, und Josef Schwitter-Hophan, von Näfels, in Zürich. Sie zeichnen zu zweien. Domizil: Allschwilerstrasse 90.

17. Dezember 1946.

Heck-Stiftung, in Basel. Unter diesem Namen besteht auf Grund der Urkunde vom 12. Dezember 1946 eine Stiftung zur Fürsorge für die Angestellten und Arbeiter der Firma «Carl Heck», in Basel, sowie zum Schutz gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Invalidität, Krankheit oder sonstiger Notlage für alle künftigen Angestellten und Arbeiter des Geschäftes. Dem Stiftungsrat aus 1 bis 5 Mitgliedern gehören an: Ernst Heck-Oberer, als Präsident, und Witwe Selma Heck-Nägeli, beide von und in Basel. Sie führen Einzelunterschrift. Domizil: Klingentalstrasse 81.

17. Dezember 1946.

Stiftungsfonds der Erpag, Erdölprodukte & Pneuhaus A.G., in Basel (SHAB. Nr. 222 vom 24. September 1942, Seite 2154). Durch Urkunde vom 6. Dezember 1946 wurde das Stiftungsstatut mit Genehmigung der

Aufsichtsbehörde vom 11. Dezember 1946 abgeändert. Die Stiftung heisst nun **Stiftungsfonds der ERPAG Erdölprodukte A.G.** Der Zweck lautet nun: Fürsorge für die Angestellten und Arbeiter der Firma «ERPAG Erdölprodukte A.G.», in Basel, sowie ihre Angehörigen gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Krankheit, Unfall, Invalidität, Tod, Arbeitslosigkeit, Militärdienst und anderer unverschuldeter Notlage. Die übrigen Änderungen betreffen die publizierten Tatsachen nicht.

18. Dezember 1946.

Stiftung für die Angestellten und Arbeiter der Kohlenversorgungs A.G., in Basel. Unter diesem Namen besteht auf Grund der Urkunde vom 11. Dezember 1946 eine Stiftung zur Gewährung von Unterstützungen an die Arbeiter und Angestellten der Firma «Kohlenversorgungs-A.G.», in Basel, und ihre Angehörigen bei Alter, Krankheit, Unfall, Invalidität und Arbeitslosigkeit. Dem Stiftungsrat aus 1 bis 3 Mitgliedern gehören an: Peter Paul Christen, von Olten, in Basel, als Präsident, und Robert Aeppli, von Basel, in Binningen. Sie zeichnen zu zweien. Domizil: Albangraben 8.

20. Dezember 1946.

Personalfürsorgestiftung der Einkaufs- & Rabattvereinigung «Liga», in Basel (SHAB. Nr. 6 vom 8. Januar 1944, Seite 65). Durch Urkunde vom 2. November 1946 wurde das Stiftungsstatut mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde vom 26. November 1946 abgeändert. Der Zweck der Stiftung lautet nun: Fürsorge für die Angestellten und Arbeiter der Stifterin sowie deren Angehörigen, insbesondere gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter und Tod. Die weiteren Änderungen betreffen die publizierten Tatsachen nicht.

20. Dezember 1946.

Fürsorgestiftung der Firma Jules Westheimer A.G., in Basel (SHAB. Nr. 161 vom 12. Juli 1941, Seite 1360). Durch Urkunde vom 7. Dezember 1946 wurde das Stiftungsstatut mit Genehmigung der Aufsichtsbehörde vom 16. Dezember 1946 abgeändert. Die Änderungen betreffen die publizierten Tatsachen nicht.

20. Dezember 1946.

Personalfürsorge-Fonds der Firma Heimbürger, in Basel. Unter diesem Namen besteht auf Grund der Urkunde vom 9. Dezember 1946 eine Stiftung zur Fürsorge jeder Art für die Angestellten und Arbeiter der Stifterin sowie für ihre Angehörigen. Dem Stiftungsrat aus mindestens zwei Mitgliedern gehören an: Alfred Heimbürger, von und in Basel, als Präsident, und Hermann Löliger-Wanner, von Riehen, in Muttenz. Beide führen Einzelunterschrift. Domizil: Nauenstrasse 43.

20. Dezember 1946.

Diakonissenanstalt in Riehen, in Riehen, Stiftung (SHAB. Nr. 87 vom 15. April 1941, Seite 714). Aus der Kommission ist Pfr. Heinrich Gelzer-Lüdecke ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Die Mitglieder der Kommission, Helene Métraux, von und in Basel, Pfr. Fritz Hochkühn, von Basel, und Marguerite van Vloten, von Schaffhausen, beide in Riehen, zeichnen zu zweien. Prokura wurde erteilt an Emil Frauenfelder-Girtanner, von St. Gallen und Henggart, in Riehen. Er zeichnet ebenfalls zu zweien.

20. Dezember 1946.

Fürsorge- und Unterstützungskasse der Diakonissenanstalt in Riehen, in Riehen, Stiftung (SHAB. Nr. 68 vom 23. März 1943, Seite 658). Aus dem Stiftungsrat ist Pfr. Heinrich Gelzer-Lüdecke ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu wurde in den Stiftungsrat gewählt Helene Métraux, von und in Basel. Sie zeichnet zu zweien. Prokura wurde erteilt an Emil Frauenfelder-Girtanner, von St. Gallen und Henggart, in Riehen. Er zeichnet zu zweien.

23. Dezember 1946.

Personalfürsorgefonds der Navl-Fer A.G., in Basel. Unter diesem Namen besteht auf Grund der Urkunde vom 14. Dezember 1946 eine Stiftung zur Fürsorge für die Angestellten der Stifterin, sowie ihre Angehörigen und Hinterbliebenen gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Krankheit, Invalidität, Tod, Militärdienst, Arbeitslosigkeit und unverschuldeter besonderer Notlage. Dem Stiftungsrat aus 3 Mitgliedern gehören an: Ernst Läger, von Basel, als Präsident; Fred Kachelhofer, von Bern, und Rudolf Winkler-Tännler, von Basel; alle in Basel. Sie zeichnen zu zweien. Domizil: Rheinsprung 5.

24. Dezember 1946.

Fürsorgefonds für die Angestellten und Arbeiter der Huber A.G., in Basel. Unter diesem Namen besteht auf Grund der Urkunde vom 20. Dezember 1946 eine Stiftung zur Gewährung von Unterstützungen an die Arbeiter und Angestellten der Stifterin oder ihre nächsten Verwandten bei Alter, Invalidität, Tod oder Notlage. Dem Stiftungsrat von 1 bis 3 Mitgliedern gehören an: Dr. Arthur Huber-Morath, von und in Basel, als Präsident und Konrad Zogg-Jakob, von Grabs, in der Neuen Welt, Gemeinde Münchenstein. Sie zeichnen zu zweien. Domizil: Reinacherstrasse 97.

Basel-Land — Bâle-Campagne — Basilea-Campagna

19. Dezember 1946.

Fürsorgekasse der Firma J. & R. Gunzenhauser, Metallgiesserei und Armaturenfabrikation, in Sissach. Unter dieser Firma besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 19. November 1946 eine Stiftung. Sie bezweckt die Fürsorge für die Arbeiter und Angestellten der Stifterfirma bzw. deren nächste Familienangehörige. Einziges Organ der Stiftung ist der aus 3 Mitgliedern bestehende Stiftungsrat, welche kollektiv zu zweien zeichnen. Es sind dies: Hans Gunzenhauser, von und in Sissach, Präsident, Max Tschudin, von und in Basel, und Hans Niederhauser, von Eriswil (Bern), in Buckten. Geschäftslokal: Hauptstrasse 148 (bei der Stifterfirma).

19. Dezember 1946.

Angestellten- und Arbeiterfürsorge der Gebrüder Kohler, in Läuelfingen (SHAB. Nr. 95 vom 27. April 1942, Seite 958). Die Stiftungsurkunde ist am 5. Dezember 1946 geändert worden. Die der Veröffentlichung unterliegenden Tatsachen erfahren dadurch folgende Änderungen: Zweck der Stiftung ist nunmehr die Fürsorge für die Angestellten und Arbeiter der Firma «Gebrüder Kohler», in Läuelfingen, im Falle von Alter, Invalidität, Tod und unverschuldeter Notlage. Der Regierungsrat als Aufsichtsbehörde hat den Abänderungen am 17. Dezember 1946 zugestimmt.

Schaffhausen — Schaffhouse — Sciaffusa

20. Dezember 1946.

Bootsausstiftung des Ruderclub Schaffhausen (R.C.S.), in Schaffhausen. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 28. Okto-

ber 1946 eine Stiftung. Zweck der Stiftung ist, das Bootshaus samt Umsehung in den Rheinwiesen, in Langwiesen-Feuerthalen, zu verwalten und zur Förderung des Rudersportes dem «Ruderclub Schaffhausen (R.C.S.)» mietweise zur Verfügung zu stellen. Die Verwaltung der Stiftung erfolgt durch einen Stiftungsrat von 5 Mitgliedern, welcher durch die Stiftungsversammlung gewählt wird. Der Präsident des Stiftungsrates führt Kollektivunterschrift mit dem Kassier oder dem Aktuar. Es sind dies: Dr. Hans Steiner, von Winterthur, Präsident; Dr. Reinhard Amsler, von Schaffhausen, Aktuar, und Emil Braun, von Schaffhausen, Kassier; alle in Schaffhausen. Domizil der Stiftung: Sonnenburggut (beim Präsidenten).

St. Gallen — St-Gall — San Gallo

20. Dezember 1946.

Stiftung der Firma Emil Wild & Co., Baumwoll-Zwirnerlei, für Personalfürsorge, in St. Gallen (SHAB. Nr. 84 vom 9. April 1941, Seite 696). Gemäss Beschluss des Regierungsrates als kantonaler Aufsichtsbehörde vom 13. Dezember 1946 wurde die Stiftungsurkunde teilweise abgeändert. Dabei wurde der Name der Stiftung abgeändert in **Stiftung der Firma Emil Wild & Co., Zwirnerlei und Effektzwirnerlei, für Personalfürsorge**. Die Stiftung bezweckt die Fürsorge für die Angestellten und Arbeiter der Firma «Emil Wild & Co., Zwirnerlei und Effektzwirnerlei», sowohl in deren Hauptsitz wie in den schweizerischen Filialen, gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Tod, Krankheit, Invalidität, Militärdienst, Arbeitslosigkeit und sonstiger unverschuldeter Notlage.

23. Dezember 1946.

Personalfürsorgestiftung der Firma R. & W. Graf, Rebstein, in Rebstein. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 17. Dezember 1946 eine Stiftung. Sie bezweckt die Ausrichtung von finanziellen Beiträgen, Unterstützungen und Hilfsmassnahmen an das im Betriebe der Firma «R. & W. Graf», in Rebstein, jeweils beschäftigte Personal (Arbeiter und Angestellte). Es können auch ehemalige Angestellte und Arbeiter oder deren Angehörige mit Beiträgen bedacht werden, sofern besondere Notfälle und Rücksichten vorliegen. Der Stiftungsrat besteht aus 1 bis 4 Mitgliedern, die von der Stifterfirma ernannt werden. Ihm gehören an: Robert Graf-Saxer, von und in Rebstein, Präsident; Werner Graf-Federer, von Rebstein, in Altstätten, Vizepräsident; Hans Graf-Saxer, von und in Rebstein, und Johannes Rohner-Kuratle, von und in Rebstein, Protokollführer. Die Mitglieder des Stiftungsrates führen Einzelunterschrift.

23. Dezember 1946.

Hilfsskasse des ehem. Oesterreicher-Vereins S. Gallen, in St. Gallen. Unter dieser Firma besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 20. Dezember 1946 eine Stiftung. Ihr Zweck ist, die beitragsleistenden Mitglieder des ehemaligen Oesterreicher-Vereins beiderlei Geschlechts in Krankheitsfällen durch Ausrichtung von Taggeldern zu unterstützen und beim Todesfall eines Stiftungsberechtigten dessen Hinterlassenen einen bestimmten Betrag als Sterbegeld zu gewähren. Der Stiftungsrat wird aus den jeweiligen 3 Vorstandsmitgliedern des ehemaligen Oesterreicher Vereins St. Gallen bestellt, die Kollektivunterschrift zu zweien führen. Ihm gehören an: Josef Reitermeyer, von Oesterreich, Präsident; Franz Pardon, deutscher Staatsangehöriger, Aktuar; Rudolf Grundner, von Untereggen, Kassier; alle in St. Gallen. Geschäftslokal: beim Kassier R. Grundner, Splügenstrasse 3.

Graubünden — Grisons — Grigioni

18. Dezember 1946.

Delikatessen A.G. Personalfürsorge, in Davos. Unter diesem Namen ist am 27. November 1946 eine Stiftung errichtet worden. Ihr Zweck ist die Personalfürsorge in jeder Form, so namentlich Auszahlung von Altersrenten, Krankengeldern, Hebung der Lebensverhältnisse, Ausbildung. Organ der Stiftung ist der Stiftungsrat. Einziges Mitglied des Stiftungsrates ist Hans Sandmeier, von Seengen, in Lenzburg. Er führt Einzelunterschrift. Domizil: Gutenberghaus, Davos-Platz.

18. Dezember 1946.

Fürsorgefond der Firma Trepp & Co., Thusis, in Thusis. Unter diesem Namen wurde am 18. Dezember 1946 eine Stiftung errichtet. Die Stiftung bezweckt die Fürsorge für die in der Stifterfirma beschäftigten Personen sowie deren Angehörigen und Hinterbliebenen. Die Organe der Stiftung sind der Stiftungsrat und die Kontrollstelle. Der Stiftungsrat besteht aus 1 bis 3 Mitgliedern. Es wurden gewählt: Rudolf Trepp, von Nufenen, Christian Schnizler, von Pontresina, und Gian Trepp, von Nufenen; alle in Thusis. Die Unterschrift führen die Mitglieder des Stiftungsrates kollektiv zu zweien.

Aargau — Argovie — Argovia

20. Dezember 1946.

Arbeiter-Pensionskasse Wartmann & Cie., in Brugg. Unter diesem Namen besteht auf Grund der öffentlichen Urkunde vom 14. Dezember 1946 eine Stiftung. Ihr Zweck ist die auf technischer Grundlage aufgelegene Fürsorge für die in dauerndem Dienst der Firma «Wartmann & Cie. Brugg», in Brugg, stehende Arbeiterschaft, insbesondere im Falle von Alter, Arbeitsunfähigkeit oder Tod. Einziges Organ ist der aus wenigstens 5 Mitgliedern bestehende Stiftungsrat. Zeichnungsberechtigt sind zu zweien kollektiv die Stiftungsratsmitglieder Rudolf Wartmann, von Bauma, in Brugg (Präsident); Paul Kühling, von Basel, in Baden, und Hans Marti, von und in Othmarsingen. Ferner ist Kollektivunterschrift erteilt an den ausserhalb des Stiftungsrates stehenden Geschäftsführer August Scherer, von Untersiggenthal, in Brugg. Domizil der Stiftung: Bureau der Firma.

20. Dezember 1946.

Pensionskasse Hochuli & Co. Safenwil, in Safenwil, Stiftung (SHAB. Nr. 5 vom 8. Januar 1943, Seite 69). Durch öffentliche Urkunde vom 27. November 1946 wurde der Stiftungsakt vom 31. Dezember 1942 teilweise abgeändert. Der Stiftungszweck besteht in der Fürsorge für die Arbeiter und Angestellten der Firma «Hochuli & Co.», in Safenwil, insbesondere gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Invalidität, Tod und unverschuldeter, besonderer Notlage. Aus dem Stiftungsvermögen und seinen Erträgen dürfen weder Gratifikationen und ähnliche Lohnzulagen, noch irgendwelche Leistungen erbracht werden, zu denen die Stifterfirma rechtlich verpflichtet ist. Die weiteren Aenderungen berühren die publizierten Tatsachen nicht. Mit Beschluss vom 13. Dezember 1946 hat der Regierungsrat des Kantons Aargau den getroffenen Aenderungen die Genehmigung erteilt.

Wallis — Valais — Valiese

Bureau Naters

18. Dezember 1946.

Personalfürsorge der Firma Wyss-Fux, AG., in Brig. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 9. August 1944 eine Stiftung. Sie bezweckt allgemein die Fürsorge für das gesamte Personal der Firma. Die Verwaltung der Stiftung erfolgt durch einen Stiftungsrat von 3 Mitgliedern. Je 2 Mitglieder des Stiftungsrates vertreten die Stiftung mit Kollektivunterschrift zu zweien. Es sind dies: Raymond Simon, von Undervelier, in Brig; Walter Wyss, von Landiswil, in Brig, und Johann Demostene, von Liddes, in Brig. Domizil der Stiftung: Bureau der Firma «Wyss-Fux, A.G.».

Genf — Genève — Ginevra

17 décembre 1946.

Fondation des Oeuvres sociales et de secours de Montres Tudor S.A. (Fondation des Oeuvres sociales et de secours de Tudor Watch Co Ltd), à Genève. Sous ce nom, il a été constitué, selon acte authentique dressé le 13 novembre 1946, une fondation régie par les art. 80 et suivants du Code civil. Elle a pour but d'aider le personnel, employés et ouvriers, de la société «Montres Tudor S.A.», à Genève, à faire face aux conséquences économiques; en cas de décès, elle pourra venir en aide à la famille du défunt. La fondation est administrée par un conseil de fondation de 3 à 5 membres nommés par le conseil d'administration de la société fondatrice, qui désigne aussi un ou plusieurs contrôleurs. La fondation est engagée par la signature collective à deux des membres du conseil de fondation. Celui-ci est composé de: Fernand Lilla, président, de Genève, au Petit-Lancy, commune de Lancy; Werner Ryser, secrétaire, de Sumiswald (Berne), à Genève, et Lucie Monnier, de La Chaux-de-Fonds (Neuchâtel) et Tramelan-Dessous (Berne), à Genève. Adresse de la fondation: rue du Marché 18 (dans les bureaux de Montres Rolex S.A.).

Andere, durch Gesetz oder Verordnung zur Veröffentlichung im SHAB. vorgeschriebene Anzeigen — Autres avis, dont la publication est prescrite dans la FOsc. par des lois ou ordonnances

Arrêté

complétant celui qui donne force obligatoire générale à certaines dispositions du contrat collectif de travail entre patrons et ouvriers menuisiers, charpentiers et ébénistes du canton de Neuchâtel, du 4 octobre 1946

(Du 22 novembre 1946)

Le Conseil d'Etat de la République et Canton de Neuchâtel, vu l'arrêté du Conseil d'Etat donnant force obligatoire générale à certaines dispositions du contrat collectif de travail entre patrons et ouvriers menuisiers, charpentiers et ébénistes du canton de Neuchâtel, du 4 octobre 1946, publié dans la Feuille officielle cantonale du 30 octobre 1946 (N° 85) ainsi que dans la Feuille officielle suisse du commerce du même jour (N° 234); vu les lettres adressées au Département de l'Industrie par l'Association cantonale neuchâteloise des maîtres menuisiers, charpentiers, ébénistes et parqueteurs, et la Fédération suisse des ouvriers sur bois et du bâtiment, en date des 18 novembre et 16 octobre 1946 respectivement;

sur la proposition du conseiller d'Etat, chef du Département de l'Industrie, arrêté:

Article premier. Force obligatoire générale est donnée aux alinéas 2 à 5, de la teneur suivante, de l'article 15 du contrat collectif de travail conclu, le 25 avril 1946, entre l'Association cantonale neuchâteloise des maîtres menuisiers, charpentiers, ébénistes et parqueteurs d'une part, et la Fédération suisse des ouvriers sur bois et du bâtiment d'autre part:

• **Sanctions.** L'employeur convaincu d'avoir fait travailler son personnel au delà de la durée des heures prescrites, de ne pas avoir payé les salaires et allocations de renchérissement convenus, de ne pas avoir fourni à la caisse de vacances les documents nécessaires à déterminer le montant de ses contributions, de lui avoir fourni de faux décomptes, de ne pas avoir rempli ses obligations financières envers elle, de n'avoir pas remis le livret et les timbres-vacances à ses ouvriers et assujettis, doit exécuter immédiatement ses obligations. Il est tenu en outre de verser au Département cantonal de l'Industrie, à l'intention de la commission paritaire, le 30 % de la somme due ou, lorsque ce mode de sanction ne peut être appliqué eu égard à la nature de l'obligation non exécutée, le montant de la peine qui lui est infligée par la commission paritaire ou par le juge et qui peut s'élever de 10 fr. à 500 fr. suivant la gravité de la faute.

L'ouvrier convaincu d'avoir travaillé simultanément pour le compte de plusieurs entreprises, d'avoir fait concurrence directement ou indirectement et sous quelque forme que ce soit à l'entreprise qui l'occupe, doit cesser immédiatement son activité illicite. Il est tenu en outre de verser au Département cantonal de l'Industrie, à l'intention de la commission paritaire, le montant de la peine qui lui est infligée par la commission paritaire ou par le juge et qui peut s'élever, suivant la gravité de la faute, jusqu'à 30 % du salaire gagné en infraction au contrat ou de la valeur des travaux entrepris en infraction au contrat.

L'ouvrier convaincu de fraude ou d'abus concernant les prestations de la caisse de vacances, par exemple d'infraction à la clause d'incessibilité de l'article 13, alinéa 7, perd son droit aux vacances pour l'année en cours ou l'année suivante. Il en est de même en cas d'infraction à l'article 14 (interdiction de concurrence).

Le montant des peines, dont les parties au contrat collectif sont créanciers solidaires, sera employé à l'amortissement des frais de la déclaration de force obligatoire générale, ainsi qu'au paiement des frais de contrôle de l'observation des clauses ayant reçu force obligatoire générale.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié après qu'il aura reçu l'approbation du Conseil fédéral.

Il portera effet dès la date de sa publication et jusqu'au 30 octobre 1947.

Neuchâtel, 22 novembre 1946.

(AA 333)

Au nom du Conseil d'Etat,
le président: Jean Humbert
le chancelier: Pierre Court

Approuvé par le Conseil fédéral, en sa séance du 17 décembre 1946.

Gasversorgung Affoltern am Albis AG.

Liquidations-Schuldenruf gemäss Artikel 742 und 745 OR.

Dritte Veröffentlichung

Der Verwaltungsrat der Gasversorgung Affoltern a. A. AG. hat auf Grund der ihm seinerzeit durch Generalversammlungsbeschluss übertragenen Vollmacht die Liquidation dieser Gesellschaft beschlossen.

Die Gläubiger dieser Gesellschaft, die ihre Forderungen noch nicht geltend gemacht haben, werden hiermit aufgefordert, ihre Ansprüche im Sinne von Artikel 742 OR. innert Jahresfrist anzumelden. (AA 331)

Affoltern a. A., den 21. Dezember 1946.

Der Verwaltungsrat.

SUISA

Schweizerische Gesellschaft der Urheber und Verleger
Société Suisse des Auteurs et Editeurs
Società Svizzera degli Autori ed Editori

Gesellschaft unter Aufsicht des Bundesrates
gemäss Bundesgesetz betreffend die Verwertung von Urheberrechten
(vom 25. September 1940)

Tarife mit Zahlungsbedingungen

und

Bedingungen für die Ablieferung der Verzeichnisse
der aufgeführten Werke
zwecks Erteilung der Ermächtigung zur öffentlichen Aufführung
nicht-theatralischer Werke der Tonkunst mit oder ohne Text

Tarife mit Zahlungsbedingungen und Bedingungen für die Ablieferung der Verzeichnisse
der aufgeführten Werke, genehmigt durch die Schiedskommission, Artikel 4 und 6 des
Bundesgesetzes betreffend die Verwertung von Urheberrechten
(vom 25. September 1940)

Veröffentlichung im Sinne von Artikel 11, Absatz 2, der Vollziehungsverordnung
zum Bundesgesetz betreffend die Verwertung von Urheberrechten
(vom 25. September 1940)

Ab 1. Januar 1947 gültige Tarife

Tarif-Klasse Ba

Blasmusiken

Tarif für eigene Aufführungen anlässlich von eigenen Veranstaltungen der
Blasmusiken. Die Jahresfortaltverträge schliessen eine Ermächtigung pro
Jahr für einen eigenen Unterhaltungsanlass der Blasmusiken mit engagierten
Ensembles ein.

I. Tarifansätze

A. Für Veranstalter, die Jahresfortaltverträge abschliessen

1. Tarif für Vereinigungen in Verbänden, die eine Klassierung der Mit-
gliedervereinigungen nach Schwierigkeitsklassen kennen, und Jugend-
vereinigungen, inklusive Kadettenmusiken:

- a) Blasmusiken:
 - aa) 5. und 4. Schwierigkeitsklasse (unterste Schwierigkeitsklassen):
35 Rp. ¹⁾ pro mitwirkendes Mitglied ²⁾.
 - ab) 3. Schwierigkeitsklasse:
50 Rp. ¹⁾ pro mitwirkendes Mitglied ²⁾.
 - ac) 2. Schwierigkeitsklasse:
60 Rp. ¹⁾ pro mitwirkendes Mitglied ²⁾.
 - ad) 1. Schwierigkeitsklasse und Schwierigkeitsklasse « Excellence »:
70 Rp. ¹⁾ pro mitwirkendes Mitglied ²⁾.
- b) Jugendvereinigungen:
35 Rp. ¹⁾ pro mitwirkendes Mitglied ²⁾.
- c) Blaukreuzmusiken:
 - ca) Vereinigungen bis und mit 15 mitwirkenden Mitgliedern:
35 Rp. ¹⁾ pro mitwirkendes Mitglied ²⁾.
 - cb) Vereinigungen mit über 15 mitwirkenden Mitgliedern:
50 Rp. ¹⁾ pro mitwirkendes Mitglied ²⁾.

2. Tarif für andere Blasmusiken:

- a) Vereinigungen bis 30 mitwirkende Mitglieder:
60 Rp. ¹⁾ pro mitwirkendes Mitglied ²⁾.
- b) Vereinigungen über 30 mitwirkende Mitglieder:
70 Rp. ¹⁾ pro mitwirkendes Mitglied ²⁾.

Während Aktivdienstperioden ist pro rata temporis Aktivdienst zu
Friedensdienst nur der halbe Tarifansatz zu entrichten.

B. Für Veranstalter, die keine Jahresfortaltverträge abschliessen

Fr. 1.—¹⁾ pro mitwirkendes Mitglied und pro Veranstaltung, minde-
stens jedoch Fr. 20.—¹⁾ pro Veranstaltung.

Das Begehren um Gestattung der Aufführung ist spätestens 24 Stunden
vor der Veranstaltung bei der SUIA zu stellen.

II. Zahlungsbedingungen und Bedingungen für die Ablieferung der Verzeichnisse der aufgeführten Werke

A. Für Jahresfortalts gemäss I/A

Die Jahresfortalts sind jeweils am 1. März jedes Vertragsjahres zahlbar.
Die SUIA ist berechtigt und verpflichtet, die bei Verfall nicht be-
zahlten Entschädigungen unter Berechnung der Postgebühren durch Nach-
nahme zu erheben. Die SUIA anerkennt die eingelöste Nachnahme als
Quittung.

Die SUIA ist berechtigt und verpflichtet, nicht eingelöste Nachnahmen
ein zweites Mal nachzunehmen, unter Berechnung der zusätzlichen Nach-
nahmegebühren. Ein zweites Mal zurückgehende Nachnahmen dürfen in
Betreibung gesetzt werden.

Die Verzeichnisse der aufgeführten Musikwerke sind laufend, spätestens
aber jeweils bis zum 1. März für das verfllossene Kalenderjahr abzuliefern.
Kommt die Vereinigung dieser Verpflichtung nicht nach, ist die SUIA
berechtigt, nach vorangegangener Mahnung und Einräumung einer Frist
von 10 Tagen die vertraglich vorgesehene Konventionalstrafe geltend zu
machen, wobei ihr gesetzlicher und vertraglicher Anspruch auf die Verzeich-
nisse ausdrücklich bestehen bleibt.

B. Für Veranstalter, die keine Jahresfortaltverträge abschliessen und die
Ermächtigung gemäss I/B erwerben

Die Entschädigung ist sofort nach durchgeführter Veranstaltung
zahlbar.

Die SUIA ist berechtigt, überfällige Entschädigungen unter Berech-
nung der Postgebühren durch Nachnahme zu erheben. Die SUIA anerkennt
die eingelöste Nachnahme als Quittung. Nicht eingelöste Nachnahmen dürfen
in Betreibung gesetzt werden.

Die Verzeichnisse der aufgeführten Musikwerke sind der SUIA sofort
nach durchgeführter Veranstaltung abzuliefern. Kommt die Vereinigung
dieser Verpflichtung nicht nach, ist die SUIA berechtigt, nach vorange-
gangener Mahnung und Einräumung einer Frist von 10 Tagen die vertrag-
lich vorgesehene Konventionalstrafe geltend zu machen, wobei ihr gesetz-
licher und vertraglicher Anspruch auf die Verzeichnisse ausdrücklich be-
stehen bleibt.

III. Gültigkeitsdauer des Tarifes

Der vorliegende Tarif gilt für die Dauer von 5 Jahren ab 1. Januar 1947,
unter Vorbehalt der Möglichkeit einer Revision bei wesentlicher Veränderung
der Verhältnisse.

¹⁾ Die SUIA wird auf Grund der von der Eidgenössischen Preiskontrollstelle am
8. November 1946 erteilten Zustimmung als berechtigt erklärt, zu diesem Tarifansatz
einen Teuerungszuschlag von 30 % zu erheben bei Veranstaltungen, die mehr als 15 mitwir-
kenden Mitglieder zählen.

²⁾ Massgebend ist für die ganze Gültigkeitsdauer des Tarifes die Anzahl der mitwir-
kenden Mitglieder gemäss offiziellen Verzeichnissen pro 1946, bei Neugründungen die
Anzahl der mitwirkenden Mitglieder am Ende des Gründungsjahres, unter Vorbehalt
der Anpassung an die Entwicklung der Vereinigung.

SUISA

Société Suisse des Auteurs et Editeurs
Schweizerische Gesellschaft der Urheber und Verleger
Società Svizzera degli Autori ed Editori

Société sous la surveillance du Conseil fédéral,
conformément à la loi fédérale concernant la perception des droits d'auteur
(du 25 septembre 1940)

Tarifs et conditions de paiement

ainsi que

conditions de remise des relevés des œuvres exécutées
pour obtenir l'autorisation d'exécuter publiquement les œuvres
non théâtrales de musique, avec ou sans texte

Tarifs et conditions de paiement ainsi que conditions de remise des relevés des
œuvres exécutées approuvés par la Commission arbitrale prévue par les articles 4 et 6
de la loi fédérale concernant la perception de droits d'auteur
(du 25 septembre 1940)

Publication conforme à l'article 11, alinéa 2, du Règlement d'exécution de la loi
fédérale concernant la perception de droits d'auteur
(du 25 septembre 1940)

Tarif valable à partir du 1^{er} janvier 1947

Classe Ba du tarif

Sociétés d'instruments à vent

Tarif pour les exécutions faites par ces sociétés elles-mêmes lors de leurs
propres manifestations. Les contrats forfaitaires annuels comprennent égale-
ment l'autorisation pour une manifestation récréative par année organisée
par la société de musique avec le concours d'ensembles engagés

I. Taux du tarif

A. Pour les sociétés qui concluent des contrats forfaitaires annuels

1. Tarif pour sociétés faisant partie d'une association ou fédération
qui classe ses membres par catégories de difficulté; pour sociétés de jeunes
gens y compris les musiques de « cadets »:

- a) Fanfares et harmonies:
 - aa) 5^e et 4^e catégories de difficulté (classes de difficultés inférieures):
35 ct. ¹⁾ par membre exécutant ²⁾.
 - ab) 3^e catégorie de difficulté:
50 ct. ¹⁾ par membre exécutant ²⁾.
 - ac) 2^e catégorie de difficulté:
60 ct. ¹⁾ par membre exécutant ²⁾.
 - ad) 1^e catégorie et division d'excellence ¹⁾:
70 ct. ¹⁾ par membre exécutant ²⁾.

- b) Sociétés de jeunes gens:
35 ct. ¹⁾ par membre exécutant ²⁾.

c) Musiques de la Croix-Bleue:

- ca) Sociétés comptant jusqu'à 15 membres exécutants:
35 ct. ¹⁾ par membre exécutant ²⁾.
- cb) Sociétés comptant plus de 15 membres exécutants:
50 ct. ¹⁾ par membre exécutant ²⁾.

2. Tarif pour d'autres sociétés d'instruments à vent:

- a) Sociétés comptant jusqu'à 30 membres exécutants:
60 ct. ¹⁾ par membre exécutant ²⁾.
- b) Sociétés comptant plus de 30 membres exécutants:
70 ct. ¹⁾ par membre exécutant ²⁾.

Durant les périodes de service militaire actif, les sociétés paieront la
moitié seulement de l'indemnité, calculée suivant la proportion entre la
durée de ce service et l'année entière.

B. Pour les sociétés qui ne concluent pas de contrats forfaitaires annuels

Fr. 1.—¹⁾ par membre exécutant et par manifestation, au minimum ce-
pendant fr. 20.—¹⁾ par manifestation.

La demande d'autorisation d'exécution doit être formulée auprès de la
SUIA au plus tard 24 heures avant la manifestation.

II. Condizioni di pagamento e condizioni per la remise des programmes d'œuvres exécutées

A. Pour les contrats forfaitaires annuels selon position I/A

Les forfaits annuels sont payables le 1^{er} mars de chaque année contractuelle.

La SUISSA a le droit et l'obligation de prendre en remboursement les indemnités non payées à l'échéance en y ajoutant les frais de poste. La SUISSA reconnaît comme quitte le remboursement payé.

La SUISSA a le droit et l'obligation de prendre en remboursement une seconde fois les remboursements revenus impayés, en ajoutant au montant les nouveaux frais de poste. Les remboursements revenus impayés une seconde fois peuvent être recouverts par voie de poursuite.

Les relevés de programmes seront remis à la SUISSA au fur et à mesure, mais au plus tard le 1^{er} mars pour les relevés de l'année civile précédente. Si la société ne remplit pas cette obligation, la SUISSA est en droit, après une sommation accordant un délai de 10 jours, d'appliquer la peine conventionnelle prévue par le contrat, sans préjudice de son droit légal et contractuel à la remise des programmes.

B. Pour les sociétés qui ne concluent pas de contrats forfaitaires annuels et qui obtiennent l'autorisation d'exécution selon position I/B

L'indemnité est payable immédiatement après la manifestation.

La SUISSA est en droit de prendre en remboursement les indemnités arriérées, en y ajoutant les frais de poste. La SUISSA reconnaît comme quitte les remboursements payés. Les remboursements impayés peuvent être recouverts par voie de poursuite.

Les relevés des programmes exécutés seront remis à la SUISSA aussitôt après la manifestation. Si la société ne remplit pas cette obligation, la SUISSA est en droit, après une sommation accordant un délai de 10 jours, d'appliquer la peine conventionnelle prévue par le contrat, sans préjudice de son droit légal et contractuel à la remise des programmes.

III. Validité du tarif

Le tarif ci-dessus est valable pour 5 ans, à partir du 1^{er} janvier 1947, sous réserve de révision en cas de modification profonde des circonstances.

¹⁾ Par décision du 8 novembre 1946, l'Office fédéral du contrôle des prix a reconnu à la SUISSA le droit de percevoir des sociétés qui comptent plus de 15 membres exécutants un supplément de renchérissement égal à 30% de l'indemnité tarifaire.

²⁾ On tient compte pour toute la durée du tarif du nombre de membres exécutants qui figure sur les états nominatifs officiels pour 1946. S'il s'agit de nouvelles sociétés, c'est le nombre de membres exécutants au 31 décembre de l'année de fondation qui fera règle, sous réserve de rajustement, si le développement de la société l'exige.

SUISSA Società Svizzera degli Autori ed Editori
Schweizerische Gesellschaft der Urheber und Verleger
Société Suisse des Auteurs et Editeurs

Société sotto la sorveglianza del Consiglio federale conforme alla legge federale concernente la riscossione dei diritti d'autore (del 25 settembre 1940)

Tariffe e condizioni di pagamento

condizioni di rimessa degli elenchi delle opere eseguite per ottenere l'autorizzazione di eseguire pubblicamente opere musicali non teatrali con o senza testo

Tariffe e condizioni di pagamento come pure condizioni di rimessa degli elenchi delle opere eseguite, approvato dalla Commissione arbitrale prevista dagli articoli 4 e 6 della legge federale concernente la riscossione dei diritti d'autore (del 25 settembre 1940)

Pubblicazione conforme all'articolo 11, comma 2, del Regolamento esecutivo della legge federale concernente la riscossione dei diritti d'autore (del 25 settembre 1940)

Tariffa valevole a partire dal 1° gennaio 1947

Classe Ba della tariffa

Bande e fanfare

Tariffa per le esecuzioni fatte da queste società durante le loro proprie manifestazioni. I contratti a forfait annuali comprendono pure l'autorizzazione per una manifestazione ricreativa all'anno organizzata dalla società con il concorso di orchestre scritte

I. Prezzi di tariffa

A. Per società che concludono dei contratti a forfait annuali

1. Tariffa per società facenti parte di un'associazione o d'una federazione che classifica i suoi membri secondo il grado di difficoltà; per società giovanili, ivi comprese le bande dei « cadetti »:

- a) Bande e fanfare:
 - aa) 5° et 4° grado di difficoltà (gradi di difficoltà inferiori): 35 cent. ¹⁾ per membro esecutore ²⁾.
 - ab) 3° grado di difficoltà: 50 cent. ¹⁾ per membro esecutore ²⁾.
 - ac) 2° grado di difficoltà: 60 cent. ¹⁾ per membro esecutore ²⁾.
 - ad) 1° grado di difficoltà e divisione di « eccellenza »: 70 cent. ¹⁾ per membro esecutore ²⁾.

b) Società giovanili:

35 cent. ¹⁾ per membro esecutore ²⁾.

c) Società di temperanza:

ca) Società che comprendono sino a 15 membri esecutori:

35 cent. ¹⁾ per membro esecutore ²⁾.

cb) Società che comprendono oltre 15 membri esecutori:

50 cent. ¹⁾ per membro esecutore ²⁾.

2. Tariffa per altre bande e fanfare:

a) Società che comprendono sino a 30 membri esecutori:

60 cent. ¹⁾ per membro esecutore ²⁾.

b) Società che comprendono oltre 30 membri esecutori:

70 cent. ¹⁾ per membro esecutore ²⁾.

Durante i periodi di servizio militare attivo si pagherà soltanto la metà dell'indennizzo previsto dalla tariffa, e ciò pro rata temporis del servizio attivo rispetto al servizio di pace.

B. Per società che non concludono dei contratti a forfait annuali

Fr. 1.—¹⁾ per membro esecutore e per manifestazione, al minimo però fr. 20.—²⁾ per manifestazione.

La domanda d'autorizzazione d'esecuzione deve essere presentata alla SUISSA al più tardi 24 ore prima della manifestazione.

II. Condizioni di pagamento e condizioni per la rimessa dei programmi delle opere eseguite

A. Per i contratti a forfait annuali come a cifra I/A

I forfait annuali sono pagabili il 1° marzo di ogni anno contrattuale.

La SUISSA ha il diritto e l'obbligo di riscuotere mediante rimborso gli indennizzi scaduti, oltre le spese postali. La SUISSA riconosce come quietanza il rimborso pagato.

Se i rimborsi ritornano impagati, la SUISSA ha il diritto e l'obbligo di rinnovarli, agglungendovi le nuove spese postali. I rimborsi che ritornano impagati una seconda volta possono essere riscossi per via esecutiva.

Gli elenchi dei programmi eseguiti devono essere rimessi alla SUISSA volta per volta, al più tardi però il 1° marzo per i programmi dell'anno civile precedente. Se la società non adempie a quest'obbligo, la SUISSA ha il diritto di applicare, dopo una diffida che assegna un nuovo termine di 10 giorni, la pena convenzionale prevista nel contratto, ciò tuttavia senza pregiudizio del suo diritto legale e contrattuale alla rimessa degli elenchi.

B. Per società che non concludono dei contratti a forfait annuali e che si procurano l'autorizzazione d'esecuzione come a cifra I/B

L'indennizzo è pagabile immediatamente dopo la manifestazione.

La SUISSA ha il diritto di riscuotere mediante rimborso gli indennizzi scaduti, oltre le spese postali. La SUISSA riconosce come quietanza il rimborso pagato. I rimborsi impagati possono essere riscossi per via esecutiva.

Gli elenchi dei programmi eseguiti devono essere rimessi alla SUISSA subito dopo la manifestazione. Se la società non adempie a quest'obbligo, la SUISSA ha il diritto di applicare, dopo una diffida che assegna un nuovo termine di 10 giorni, la pena convenzionale prevista nel contratto, ciò tuttavia senza pregiudizio del suo diritto legale e contrattuale alla rimessa dei programmi.

III. Durata della validità della tariffa

La presente tariffa è valevole per 5 anni, a partire dal 1° gennaio 1947, con riserva di eventuale revisione in caso di un cambiamento sostanziale della situazione.

¹⁾ In virtù dell'approvazione data dall'Ufficio federale del controllo dei prezzi, l'otto novembre 1946, la SUISSA ha il diritto di percepire su questi importi un supplemento di rincaro del 30%, se si tratta di società che hanno oltre 15 membri esecutori.

²⁾ Determinante per tutta la durata di validità della tariffa è il numero dei membri esecutori secondo gli elenchi ufficiali per il 1946. Trattandosi di società nuovamente fondate farà regola il numero dei membri esecutori al 31 dicembre dell'anno di fondazione, sotto riserva d'un adattamento in caso di sviluppo della società.

Tarif-Klasse D

Konzertinstitute (Institute, die Orchester unterhalten und mit diesen regelmässig Konzerte durchführen)

Tarif für sämtliche Aufführungen, die die Konzertinstitute selbst veranstalten

I. Tarfansatz

Jahresforfaitenschädigung von 4% der Bruttoeinnahmen ¹⁾

II. Zahlungsbedingungen

Die Jahresforfaitenschädigung ist zahlbar in zwei gleichen Raten jeweils am 1. März und 1. November, unter gleichzeitiger Ablieferung der Programme der bis dahin aufgeführten Werke.

III. Gültigkeitsdauer des Tarifs

Der vorliegende Tarif gilt für die Dauer von 5 Jahren ab 1. Januar 1947, unter Vorbehalt der Möglichkeit einer Revision bei wesentlicher Veränderung der Verhältnisse.

¹⁾ Als Bruttoeinnahmen gelten die Einnahmen aus Bilet- und Abonnementsverkauf und aus Mitgliederbeiträgen, soweit diese an Stelle von Einnahmen aus Bilet- und Abonnementsverkauf treten, abzüglich eventueller Biletsteuer, unter Ausschluss anderweitiger Einnahmen wie Subventionen, Erträge aus Stiftungen und Zuwendungen von Gönnern.

Massgebend ist der Durchschnitt der Bruttoeinnahmen der Geschäftsjahre 1943/44, 1944/45, 1945/46.

Wurde der Konzertbetrieb erst in einem folgenden Geschäftsjahre durchgeführt, wird die Bruttoeinnahme des ersten Veranstaltungsjahres zugrunde gelegt, unter Vorbehalt der Anpassung der Bruttoeinnahmen an die Entwicklung des Institutes.

Classe D du tarif

Institutions de concerts (Institutions qui entretiennent un orchestre avec lequel elles donnent régulièrement des concerts)

Tarif pour toutes les exécutions que les institutions organisent elles-mêmes

I. Taux du tarif

Indemnité annuelle forfaitaire fixée à 4% des recettes brutes¹⁾

II. Conditions de paiement

L'indemnité forfaitaire annuelle est payable en deux versements égaux le 1^{er} mars et le 1^{er} novembre de chaque année; l'institution remettra en même temps à la SUISA les programmes des œuvres exécutées jusqu'à la date du versement.

III. Durée de validité du tarif

Le présent tarif est valable pour 5 ans à partir du 1^{er} janvier 1947, sous réserve de révision en cas de modification profonde des circonstances.

¹⁾ Sont considérées comme recettes brutes, les recettes provenant de la vente des billets et abonnements ou des contributions de membres, pour autant que ces dernières tiennent lieu de prix d'entrée, déduction faite de l'impôt sur les billets, mais à l'exclusion d'autres recettes telles que subventions, revenus de donations ou dons de mécènes.

On prendra pour base la moyenne des recettes brutes des exercices 1943/44, 1944/45, 1945/46.

Si l'institution de concerts n'a commencé son activité que plus tard, on se basera sur les recettes brutes de la première année sous réserve de rajustement au développement de l'institution.

Classe D della tariffa

Enti per concerti (enti che mantengono orchestra propria con le quali danno regolarmente dei concerti)

Tariffa per tutte le esecuzioni che gli enti per i concerti organizzano essi stessi

I. Prezzi di tariffa

L'indennizzo è fissato in un forfait annuo del 4% degli introiti lordi¹⁾

II. Condizioni di pagamento

L'indennizzo annuo a forfait è pagabile, in due rate uguali, il 1^o marzo e il 1^o novembre di ogni anno, con rimessa contemporanea dei programmi delle opere sino allora eseguite.

III. Durata della validità della tariffa

La presente tariffa è valevole per 5 anni, a partire dal 1^o gennaio 1947, con riserva di eventuale revisione in caso di un cambiamento sostanziale della situazione.

¹⁾ Sono considerati come introiti lordi quelli provenienti dalla vendita di biglietti e abbonamenti, o contributi dei membri, in quanto tengano luogo di prezzo d'ingresso, dedotte le eventuali imposte e tasse sui biglietti, ad esclusione di ogni altro introito, come sovvenzioni, redditi di fondazioni o elargizioni di benefattori.

Determinante sarà la media degli introiti lordi degli esercizi 1943/44, 1944/45, 1945/46.

Se l'organizzazione di concerti è stata iniziata in un esercizio ulteriore, si prenderà come base l'introito lordo del primo esercizio, sotto riserva d'un adattamento in caso di sviluppo della società.

Tarif-Klasse Da

Konzertagenturen, selbstveranstaltende Konzertsolisten, selbstveranstaltende Konzertensembles und sonstige Veranstalter ernster Konzerte, wie Oratorien-Chöre usw. und Veranstalter solistischer Tanzdarbietungen (mit Ausnahme von Konzertsolisten gemäss Definition Tarif D)

I. Tarif-Ansätze

A. Tarif für Veranstalter, die auf Grund von langfristigen Verträgen die Ermächtigung zu Veranstaltungen erwerben:

10% der Bruttoeinnahmen¹⁾ pro rata temporis der aufgeführten geschützten Musik zur aufgeführten freien Musik, höchstens jedoch 6%, mindestens aber Fr. 10.— pro Veranstaltung²⁾, auch falls keine Eintritte oder sonstige Abgaben von den Besuchern verlangt werden³⁾.

B. Tarif für Veranstalter, die die Rechte für einzelne Veranstaltungen zu erwerben wünschen:

10% der Bruttoeinnahmen¹⁾ pro rata temporis der aufgeführten geschützten Musik zur aufgeführten freien Musik, mindestens jedoch Fr. 20.— pro Veranstaltung, auch falls keine Eintritte oder sonstige Abgaben von den Besuchern verlangt werden³⁾.

II. Zahlungsbedingungen und Einreichen der Programme

Abrechnung: Binnen drei Tagen nach jeder Veranstaltung gesondert.

Einreichen der Programme: Die Programme sind jeweils im Doppel spätestens drei Tage vor der Veranstaltung der SUISA einzusenden unter Angabe der Aufführungsdauer sämtlicher, also auch der ungeschützten, auf dem Programm verzeichneten Werke.

Programmänderungen müssen der SUISA gleichzeitig mit der Abrechnung bekanntgegeben werden. Innert gleicher Frist muss auch ein Verzeichnis allfälliger im Programm nicht vorgesehener Einlagen, Zugaben und dergleichen eingereicht werden.

III. Gültigkeitsdauer des Tarifs

Der vorliegende Tarif gilt für die Dauer von 5 Jahren ab 1. Januar 1947, unter Vorbehalt der Möglichkeit einer Revision bei wesentlicher Veränderung der Verhältnisse.

¹⁾ Als Bruttoeinnahmen gelten die Einnahmen aus Billett- und Abonnementsverkauf, und aus Mitgliederbeiträgen, soweit diese an Stelle von Einnahmen aus Billett- und Abonnementsverkauf treten, abzüglich Billettsteuer.

²⁾ Oratorienchöre haben höchstens 4%, mindestens aber Fr. 10.— pro Veranstaltung zu entrichten.

³⁾ Wird vorliegender Tarif auf solistische Tanzveranstaltungen angewendet, ermässigen sich die Tarifansätze um 50%.

Classe Da du tarif

Agences de concerts, solistes et ensembles organisant eux-mêmes leurs concerts, ainsi que tous autres organisateurs de concerts de caractère sérieux, tels que chœurs exécutant des « oratorios », etc., organisateurs de spectacles de danse (les institutions de concerts selon définition du tarif D sont exclues de ce tarif)

I. Taux du tarif

A. Taux pour organisateurs qui obtiennent l'autorisation en vertu de contrats de longue durée:

10% des recettes brutes¹⁾ sur la part (pro rata temporis) d'œuvres protégées dans l'ensemble de la musique exécutée, mais au maximum 6% des recettes totales, au minimum fr. 10.— par concert²⁾, même si aucune entrée ou autre prestation n'est exigée des auditeurs³⁾.

B. Taux pour organisateurs qui désirent acquérir l'autorisation concert par concert:

10% des recettes brutes¹⁾ sur la part (pro rata temporis) d'œuvres protégées dans l'ensemble de la musique exécutée, au minimum cependant fr. 20.— par concert, même si aucune entrée ou autre prestation n'est exigée des auditeurs³⁾.

II. Conditions de paiement et de remise des programmes

Décompte et paiement: dans les 3 jours qui suivent le concert ou récital.

Remise des programmes: les programmes seront remis à la SUISA en double exemplaire au plus tard 3 jours avant la manifestation. Ils devront comporter l'indication de la durée d'exécution de chacun des morceaux y figurant, aussi bien des œuvres protégées que de celles qui ne le sont pas.

Les changements de programme sont à notifier à la SUISA au moment du paiement du décompte, ainsi que les adjonctions au programme, bis, etc.

III. Durée de validité du tarif

Le présent tarif est valable pour 5 ans à partir du 1^{er} janvier 1947, sous réserve de révision en cas de modification des circonstances.

¹⁾ Sont considérées comme recettes brutes, le produit de la vente des billets, abonnements ainsi que contributions de membres pour autant que ces dernières tiennent lieu de finance d'entrée, déduction faite de l'impôt éventuel sur les billets.

²⁾ Les « chœurs d'oratorios » doivent payer au maximum 4%, au minimum fr. 10.— par concert.

³⁾ Quand ce tarif est appliqué à des spectacles de danse, les taux en sont réduits de 50%.

Classe Da della tariffa

Agenzie per concerti, solisti e gruppi musicali che organizzano essi stessi i loro concerti, come pure tutti gli altri organizzatori di concerti di carattere serio, quali cori che eseguono « oratori », ecc., oppure organizzatori di « assoli di danza » (esclusi gli enti per concerti, giusta la definizione della tariffa D)

I. Prezzi di tariffa

A. Tariffa per organizzatori che si procurano l'autorizzazione sulla base di contratti di lunga durata:

10% degli introiti lordi¹⁾ pro rata temporis delle opere protette rispetto a quelle libere che sono state eseguite, ma al massimo 6% e al minimo fr. 10.— per concerto²⁾, anche se nessun ingresso o nessuna altra prestazione è chiesta agli auditori³⁾.

B. Tariffa per organizzatori che desiderano procurarsi l'autorizzazione per ogni singola manifestazione:

10% degli introiti lordi¹⁾ pro rata temporis delle opere protette rispetto a quelle libere che sono state eseguite, al minimo però fr. 20.— per manifestazione, anche se nessun ingresso o nessuna altra prestazione è chiesta agli auditori³⁾.

II. Condizioni di pagamento e di rimessa dei programmi

Conteggio: entro i 3 giorni che seguono la manifestazione.

Rimessa dei programmi: i programmi devono essere rimessi alla SUISA in doppio esemplare al più tardi tre giorni prima della manifestazione. Essi dovranno indicare la durata dell'esecuzione di tutte le opere previste, siano protette o siano libere.

I cambiamenti di programma devono essere notificati alla SUISA all'atto del conteggio. Lo stesso vale per le aggiunte fatte al programma, per i bis ecc.

III. Durata della validità della tariffa

La presente tariffa è valevole per 5 anni, a partire dal 1^o gennaio 1947, con riserva di eventuale revisione in caso di un cambiamento sostanziale della situazione.

¹⁾ Sono considerati come introiti lordi gli introiti provenienti dalla vendita dei biglietti e degli abbonamenti come pure i contributi dei membri in quanto tengano luogo di prezzo d'ingresso, dedotte le eventuali imposte e tasse sui biglietti.

²⁾ I cori d'oratorio devono pagare al massimo 4%, al minimo fr. 10.— per concerto.

³⁾ Gli importi summenzionati sono ridotti del 50% in caso di « assoli di danza ».

Tarif-Klasse Db

Konservatorien und Musikschulen

I. Tarifansatz

für sämtliche durch die Konservatorien und Musikschulen für ihre Schüler veranstalteten Vortragsübungen und für die Unterhaltungsanlässe, welche Konservatorien und Musikschulen unter ihrem Namen selbst veranstalten:

Jahresforfaitenschädigung von Fr. 2.—¹⁾ mal die Anzahl der im Schuljahr 1945/46 durchgeführten Vortragsübungen, mindestens jedoch Fr. 50.—²⁾ für Konservatorien mit Berufsausbildung, Fr. 25.—³⁾ für übrige Musikschulen.

II. Zahlungsbedingungen

Die Jahresforfaitentschädigungen sind jeweils am 1. April jeden Vertragsjahres zahlbar, unter gleichzeitiger Einsendung der Programme sämtlicher Vortragsübungen, die jeweils in der Zeit vom 1. April des Vorjahres bis zum 31. März des laufenden Jahres veranstaltet wurden.

III. Gültigkeitsdauer des Tarifes

Der vorliegende Tarif gilt für die Dauer von 5 Jahren ab 1. Januar 1947.

¹⁾ Die SUIA wird auf Grund der von der Eidgenössischen Preiskontrollstelle am 8. November 1946 erklärten Zustimmung als berechtigt erklärt, zu diesem Tarifansatz einen Teuerungszuschlag von 30% zu erheben.

Classe Db du tarif

Conservatoires et écoles de musique

I. Taux du tarif

pour toutes les auditions d'élèves organisées par les conservatoires et écoles de musique, ainsi que pour les manifestations récréatives que les conservatoires et écoles de musique organisent sous leur propre nom.

Indemnité forfaitaire annuelle de 2 fr. ¹⁾ multipliée par le nombre des auditions d'élèves données dans l'année scolaire 1945/46, au minimum cependant fr. 50.— ¹⁾ pour les conservatoires formant des professionnels, fr. 25.— ¹⁾ pour les autres écoles de musique.

II. Conditions de paiement

Les indemnités forfaitaires annuelles sont payables le 1^{er} avril de chaque année, avec remise simultanée à la SUIA des programmes de toutes les auditions d'élèves organisées durant la période allant du 1^{er} avril de l'année précédente au 31 mars de l'année courante.

III. Durée de validité du tarif

Le présent tarif est valable pendant 5 ans, à partir du 1^{er} janvier 1947.

¹⁾ Par décision du 8 novembre 1946, l'Office fédéral du contrôle des prix a reconnu à la SUIA le droit de percevoir un supplément de renouvellement de 30% sur les indemnités prévues par le présent tarif.

Tarif -Klasse F¹⁾

Chorvereinigungen²⁾, Dilettantenorchestervereine, Handorgel-Klubs und -Schulen, Mandolinen-, Gitarren- und Zithervereinigungen³⁾

Tarif für eigene Aufführungen anlässlich von eigenen Veranstaltungen dieser Vereinigungen. Die Jahres forfaitverträge schliessen eine Ermächtigung pro Jahr für einen eigenen Unterhaltungsanlass der Vereinigungen mit engagierten Ensembles ein.

I. Tarifansätze

A. Für Veranstaltungen, die Jahresforfaitverträge abschliessen:

1. Tarif für Vereinigungen in Verbänden und Jugendvereinigungen:
 - a) Chorvereinigungen in Verbänden, die eine Klassierung der Mitgliedervereinigungen nach Schwierigkeitsklassen kennen:
 - aa) 1. und 2. Schwierigkeitsklassen: 35 Rp. ⁴⁾ pro mitsingendes Mitglied ⁵⁾.
 - ab) 3. Schwierigkeitsklasse: 50 Rp. ⁴⁾ pro mitsingendes Mitglied ⁵⁾.
 - ac) 4. Schwierigkeitsklasse: 60 Rp. ⁴⁾ pro mitsingendes Mitglied ⁵⁾.
 - b) Chorvereinigungen in Verbänden, die keine Klassierung der Mitgliedervereinigungen nach Schwierigkeitsklassen kennen; Jugendvereinigungen: 35 Rp. ⁴⁾ pro mitsingendes oder mitspielendes Mitglied ⁵⁾.
 - c) Dilettantenorchestervereine, Mandolinen- und Gitarrenvereine, Zithervereine in Verbänden: 45 Rp. ⁴⁾ pro mitspielendes Mitglied ⁵⁾.
 - d) Handharmonikavereinigungen in Verbänden: 50 Rp. ⁴⁾ pro mitspielendes Mitglied ⁵⁾.
2. Tarif für andere Vereinigungen:
 - a) Vereinigungen bis 50 mitsingende oder mitspielende Mitglieder: 60 Rp. ⁴⁾ pro mitsingendes oder mitspielendes Mitglied ⁵⁾.
 - b) Vereinigungen über 50 mitsingende oder mitspielende Mitglieder: 80 Rp. ⁴⁾ pro mitsingendes oder mitspielendes Mitglied ⁵⁾.

B. Für Veranstalter, die keine Jahresforfaitverträge abschliessen:

Fr. 1.— ⁴⁾ pro mitsingendes oder mitspielendes Mitglied und pro Veranstaltung, mindestens jedoch Fr. 20.— ⁴⁾ pro Veranstaltung.
Das Begehren um Gestattung der Aufführung ist spätestens 24 Stunden vor der Veranstaltung bei der SUIA zu stellen.

II. Zahlungsbedingungen und Bedingungen für die Ablieferung der Verzeichnisse der aufgeführten Werke

A. Für Jahresforfaits gemäss I/A

Die Jahresforfaits sind jeweils am 1. Februar jedes Vertragsjahres zahlbar.

Die SUIA ist berechtigt und verpflichtet, die bei Verfall nicht bezahlten Entschädigungen unter Berechnung der Postgebühren durch Nachnahme zu erheben. Die SUIA anerkennt die eingelöste Nachnahme als Quittung.

Die SUIA ist berechtigt und verpflichtet, nicht eingelöste Nachnahmen ein zweites Mal nachzunehmen, unter Berechnung der zusätzlichen Nachnahmegebühren. Ein zweites Mal zurückgehende Nachnahmen dürfen in Betreibung gesetzt werden.

Die Verzeichnisse der aufgeführten Musikwerke sind laufend, spätestens aber jeweils bis zum 1. Februar für das verlossene Kalenderjahr abzuliefern. Kommt die Vereinigung dieser Verpflichtung nicht nach, ist die SUIA berechtigt, nach vorangegangener Mahnung und Einräumung einer Frist von 10 Tagen die vertraglich vorgesehene Konventionalstrafe geltend

zu machen, wobei ihr gesetzlicher und vertraglicher Anspruch auf die Verzeichnisse ausdrücklich bestehen bleibt.

B. Für Veranstalter, die keine Jahresforfaitverträge abschliessen gemäss I/B

Die Entschädigung ist sofort nach durchgeführter Veranstaltung zahlbar.

Die SUIA ist berechtigt, überfällige Entschädigungen unter Berechnung der Postgebühren durch Nachnahme zu erheben. Die SUIA anerkennt die eingelöste Nachnahme als Quittung. Nicht eingelöste Nachnahmen dürfen in Betreibung gesetzt werden.

Die Verzeichnisse der aufgeführten Musikwerke sind der SUIA sofort nach durchgeführter Veranstaltung abzuliefern. Kommt die Vereinigung dieser Verpflichtung nicht nach, ist die SUIA berechtigt, nach vorangegangener Mahnung und Einräumung einer Frist von 10 Tagen die vertraglich vorgesehene Konventionalstrafe geltend zu machen, wobei ihr gesetzlicher und vertraglicher Anspruch auf die Verzeichnisse ausdrücklich bestehen bleibt.

III. Gültigkeitsdauer des Tarifes

Der vorliegende Tarif gilt für die Dauer von 5 Jahren ab 1. Januar 1947, unter Vorbehalt der Möglichkeit einer Revision bei wesentlicher Veränderung der Verhältnisse.

¹⁾ Ermächtigungverträge abgeschlossen auf Grund vorliegenden Tarifes ermächtigen nicht zu Aufführungen von geschützten abendfüllenden Werken; für solche Veranstaltungen sind zusätzliche Ermächtigungen gemäss Tarif Da, anwendbar auf selbstveranstaltende Konzertsensibles, zu erwerben.

²⁾ Oratorienhöre, d. h. Chöre, die nur gelegentlich geschützt, jedoch alsdann in der Regel abendfüllende Werke mit Orchester und Solisten aufführen, werden durch vorliegenden Tarif nicht betroffen; sie erwerben ihre Aufführungsrechte für ihre Konzerte gemäss Tarif Da, anwendbar auf selbstveranstaltende Konzertsensibles, und für ihre Vereinsanlässe mit Musik gemäss Tarif Hb, anwendbar auf Unterhaltungsanlässe von Vereinen.

³⁾ Veranstaltungen, die eine durch diesen Tarif betroffene Vereinigung im Sinne einer Konzertagentur organisiert, sind nicht durch einen Ermächtigungsvertrag gemäss vorliegendem Tarif gedeckt; diesfalls kommt der Tarif Da in Anwendung.

⁴⁾ Die SUIA wird auf Grund der von der Eidgenössischen Preiskontrollstelle am 8. November 1946 erteilten Zustimmung als berechtigt erklärt, auf diesem Tarifansatz einen Teuerungszuschlag von 30% zu erheben bei Veranstaltern, die mehr als 15 mitwirkende Mitglieder zählen.

⁵⁾ Massgebend ist die Anzahl der mitsingenden oder mitspielenden Mitglieder gemäss offiziellen Verzeichnissen pro 1946. Bei einer Erhöhung oder Verminderung der massgebenden Mitgliederzahl einer Vereinigung um mindestens 20% ist von der folgenden Rate an der Tarifansatz entsprechend der Erhöhung oder Verminderung zu erhöhen oder zu vermindern.

Classe F du tarif¹⁾

Sociétés chorales²⁾, orchestres d'amateurs, clubs et écoles d'accordéonistes, sociétés de guitaristes, de mandolinistes, de citharistes³⁾

Tarif pour les exécutions faites par ces sociétés elles-mêmes lors de leurs propres manifestations. Les contrats forfaitaires annuels comprennent également l'autorisation pour une manifestation récréative par année organisée par ces sociétés, avec le concours d'ensembles engagés.

I. Taux du tarif

A. Pour les sociétés qui concluent des contrats forfaitaires annuels:

- ¹⁾ Tarif pour les sociétés qui font partie de fédérations ou associations, ainsi que pour les sociétés de jeunes gens.
- a) Chorales affiliées à une fédération ou association qui classe ses sections par catégories de difficulté:
 - aa) 1^o et 2^o catégorie de difficulté: 35 ct. ⁴⁾ par membre exécutant ⁵⁾.
 - ab) 3^o catégorie de difficulté: 50 ct. ⁴⁾ par membre exécutant ⁵⁾.
 - ac) 4^o catégorie de difficulté: 60 ct. ⁴⁾ par membre exécutant ⁵⁾.
 - b) Sociétés chorales affiliées à des fédérations ou associations qui ne font aucun classement en catégories de difficulté; sociétés de jeunes gens: 35 ct. ⁴⁾ par membre exécutant ⁵⁾.
 - c) Orchestres d'amateurs, sociétés de mandolinistes, guitaristes ou citharistes affiliés à une association: 45 ct. ⁴⁾ par membre exécutant ⁵⁾.
 - d) Clubs d'accordéonistes affiliés à une fédération: 50 ct. ⁴⁾ par membre exécutant ⁵⁾.
- ²⁾ Tarif pour d'autres sociétés:
- a) Sociétés comptant jusqu'à 50 membres exécutants: 60 ct. ⁴⁾ par membre exécutant ⁵⁾.
 - b) Sociétés comptant plus de 50 membres exécutants: 80 ct. ⁴⁾ par membre exécutant ⁵⁾.

B. Pour les sociétés qui ne concluent pas de contrats forfaitaires annuels:

Fr. 1.— ⁴⁾ par membre exécutant, au minimum cependant fr. 20.— ⁴⁾ par manifestation.

La demande d'autorisation d'exécution doit être formulée auprès de la SUIA au plus tard 24 heures à l'avance.

II. Conditions de paiement et conditions de remise des programmes d'œuvres exécutées

A. Pour forfaits annuels selon position I/A

Les forfaits annuels sont payables le 1^{er} février de chaque année.

La SUIA a le droit et l'obligation de prendre en remboursement les indemnités non payées à l'échéance, en y ajoutant les frais de poste. La SUIA reconnaît comme quittance le remboursement payé.

La SUIA a le droit et l'obligation de prendre en remboursement une seconde fois les remboursements revenus impayés, en y ajoutant les nouveaux frais de poste. Les remboursements revenus impayés une seconde fois peuvent être recouverts par voie de poursuite.

Les relevés de programmes seront remis à la SUIA au fur et à mesure, mais au plus tard le 1^{er} février pour les relevés de l'année civile précédente. Si la société ne remplit pas cette obligation, la SUIA est en droit, après une sommation accordant un délai de 10 jours, d'appliquer la peine conventionnelle prévue au contrat, sans préjudice de son droit légal et contractuel à la remise des programmes.

B. Pour les organisateurs qui ne concluent pas de contrats annuels et obtiennent l'autorisation selon position 1/B

L'indemnité est payable immédiatement après la manifestation.

La SUIA est en droit de prendre en remboursement les indemnités arriérées en y ajoutant les frais de poste. La SUIA reconnaît comme quittance le remboursement payé.

Les remboursements impayés peuvent être recouverts par voie de poursuite.

Les relevés des programmes exécutés seront remis à la SUIA aussitôt après la manifestation. Si la société ne remplit pas cette obligation, la SUIA est en droit, après une sommation accordant un délai de 10 jours, d'appliquer la peine conventionnelle prévue par le contrat, sans préjudice toutefois de son droit légal et contractuel à la remise des programmes.

III. Durée de validité du tarif

Le présent tarif est valable pour 5 ans, à partir du 1^{er} janvier 1947, sous réserve de révision en cas de modification profonde des circonstances.

¹⁾ Les contrats d'autorisation conclus d'après le présent tarif ne comportent pas l'autorisation d'exécuter une œuvre protégée dont l'exécution dure une soirée entière. Pour une telle manifestation, une autorisation spéciale doit être demandée selon le tarif Da (applicable aux ensembles qui organisent eux-mêmes leurs concerts).

²⁾ Les « chœurs d'oratorios » c'est-à-dire les chœurs qui n'exécutent qu'occasionnellement des œuvres protégées, mais en ce cas des œuvres avec orchestre et solistes dont l'exécution dure une soirée entière, ne sont pas visés par le présent tarif. Ils doivent demander l'autorisation d'exécution pour leurs concerts d'après le tarif Da (applicable aux ensembles qui organisent eux-mêmes leurs concerts) et pour leurs manifestations récréatives d'après le tarif Hb (applicable aux manifestations récréatives de sociétés).

³⁾ Les manifestations qu'une société visée par le présent tarif organise au titre d'agence de concerts ne sont pas couvertes par le contrat d'autorisation établi d'après ce tarif. Dans ce cas c'est le tarif Da qui s'applique à la manifestation.

⁴⁾ Par décision du 8 novembre 1946, l'Office fédéral du contrôle des prix a reconnu à la SUIA le droit de percevoir des sociétés qui comptent plus de 15 membres exécutants un supplément de renchérissement égal à 30% de l'indemnité prévue par le présent tarif.

⁵⁾ On tient compte du nombre des membres exécutants qui figure sur les états nominatifs officiels pour 1946. En cas d'augmentation ou de diminution du 20% au moins du nombre de membres exécutants qui a servi de base, le versement suivant sera augmenté ou diminué en proportion.

Classe F della tariffa¹⁾

Società corali²⁾, orchestre di dilettanti, società e scuole di fisarmoniche, società chitarristiche, mandolinistiche e di cetre³⁾

Tariffa per le esecuzioni fatte da queste società durante le loro proprie manifestazioni. I contratti a forfait annuali comprendono pure l'autorizzazione per una manifestazione ricreativa all'anno organizzata da queste società, con il concorso di orchestre scritturate.

I. Prezzi di tariffa

A. Per società che concludono dei contratti a forfait annuali

1. Tariffa per società facenti parte di federazioni o associazioni e per società giovanili.

a) Corali facenti parte di una federazione o associazione che classifica le sue sezioni secondo il grado di difficoltà:

aa) 1° e 2° grado di difficoltà:

35 cent. ⁴⁾ per membro esecutore ⁵⁾.

ab) 3° grado di difficoltà:

50 cent. ⁴⁾ per membro esecutore ⁵⁾.

ac) 4° grado di difficoltà:

60 cent. ⁴⁾ per membro esecutore ⁵⁾.

b) Corali facenti parte di federazioni o associazioni che non hanno una classificazione secondo il grado di difficoltà; società giovanili:

35 cent. ⁴⁾ per membro esecutore ⁵⁾.

c) Orchestre di dilettanti, società mandolinistiche, chitarristiche e di cetre che fanno parte di un'associazione:

45 cent. ⁴⁾ per membro esecutore ⁵⁾.

d) Società di fisarmoniche facenti parte di un'associazione:

50 cent. ⁴⁾ per membro esecutore ⁵⁾.

2. Tariffa per altre società:

a) Società che hanno sino a 50 membri esecutori:

60 cent. ⁴⁾ per membro esecutore ⁵⁾.

b) Società che hanno oltre 50 membri esecutori:

80 cent. ⁴⁾ per membro esecutore ⁵⁾.

B. Per società che non concludono dei contratti a forfait annuali

Fr. 1.—⁴⁾ per membro esecutore, al minimo però fr. 20.—⁴⁾ per manifestazione.

La domanda d'autorizzazione d'esecuzione dev'essere presentata alla SUIA, al più tardi 24 ore prima della manifestazione.

II. Condizioni di pagamento e condizioni per la rimessa dei programmi delle opere eseguite

A. Per contratti a forfait annuali come a cifra 1/A

I forfait annuali sono pagabili il 1° febbraio di ogni anno.

La SUIA ha il diritto e l'obbligo di riscuotere mediante rimborso gli indennizzi scaduti, oltre le spese postali. La SUIA riconosce come quietanza il rimborso pagato.

Se i rimborsi ritornano impagati, la SUIA ha il diritto di rinnovarli, aggiungendovi le nuove spese postali. I rimborsi che ritornano impagati una seconda volta possono essere riscossi per via esecutiva.

Gli elenchi dei programmi devono essere rimessi alla SUIA, volta per volta, al più tardi però al 1° febbraio per i programmi dell'anno civile precedente. Se la società non adempie a quest'obbligo la SUIA ha il diritto di applicare, dopo una diffida che assegna un nuovo termine di 10 giorni la pena convenzionale prevista nel contratto, ciò tuttavia senza pregiudizio del suo diritto legale e contrattuale della rimessa degli elenchi.

B. Per gli organizzatori che non concludono dei contratti annuali e che si procurano l'autorizzazione d'esecuzione come a cifra 1/B

L'indennizzo è pagabile immediatamente dopo la manifestazione.

La SUIA ha il diritto di riscuotere mediante rimborso gli indennizzi scaduti, oltre le spese postali. La SUIA riconosce come quietanza il rimborso pagato.

I rimborsi impagati possono essere riscossi per via esecutiva.

Gli elenchi dei programmi eseguiti devono essere rimessi alla SUIA subito dopo la manifestazione. Se la società non adempie a quest'obbligo, la SUIA ha il diritto di applicare, dopo una diffida che assegna un nuovo termine di 10 giorni, la pena convenzionale prevista nel contratto, ciò tuttavia senza pregiudizio del suo diritto legale e contrattuale alla rimessa dei programmi.

III. Durata della validità della tariffa

La presente tariffa è valevole per 5 anni, a partire dal 1° gennaio 1947, con riserva di eventuale revisione in caso di un cambiamento sostanziale della situazione.

¹⁾ I contratti d'autorizzazione conclusi sulla base della presente tariffa non autorizzano l'esecuzione di un'opera protetta che duri un'intera serata. Per una tale manifestazione, un'autorizzazione supplementare dev'essere ottenuta in base alla tariffa Da (applicabile agli enti che organizzano essi stessi i loro concerti).

²⁾ I cori d'oratorio, vale a dire i cori che eseguono solo occasionalmente opere protette, ma in tale caso opere con orchestra e solisti, la cui esecuzione dura una serata intera, non sono colpiti dalla presente tariffa. Essi devono procurarsi l'autorizzazione d'esecuzione per i loro concerti in base alla tariffa Da (applicabile agli enti che organizzano essi stessi i loro concerti) e per le loro manifestazioni ricreative in base alla tariffa Hb, applicabile alle manifestazioni ricreative delle società.

³⁾ Le manifestazioni, che una società menzionata nella presente tariffa organizza come agenzia di concerti, non sono comprese nel contratto d'autorizzazione concluso sulla base della presente tariffa; in questo caso è applicabile la tariffa Da.

⁴⁾ In virtù dell'approvazione data dall'Ufficio federale del controllo dei prezzi l'otto novembre 1946, la SUIA ha il diritto di percepire su questi importi un supplemento di rincaro del 30%, se si tratta di società che hanno oltre 15 membri esecutori.

⁵⁾ Determinante è il numero dei membri esecutori secondo gli elenchi ufficiali per il 1946. In caso di aumento o diminuzione del 20% al minimo del numero dei membri esecutori che ha servito di base, il prezzo di tariffa sarà aumentato o diminuito in proporzione a partire dalla rata successiva.

Tarif-Klasse G

Jodlerklubs

Tarife für eigene Aufführungen anlässlich eigener Veranstaltungen

I. Tarifenätze

A. Für Veranstalter, die Jahresforfaitverträge abschliessen

Jahresforfaitentschädigung:

a) Grundentschädigung für sämtliche unentgeltlichen Veranstaltungen sowie 2 eigene Veranstaltungen gegen Entgelt:

für jedes mitjodelnde Mitglied¹⁾: Fr. 1.10.

im Minimum jedoch Fr. 10.— pro Jodlerklub.

b) Zuschlag für eine dritte und jede weitere eigene Veranstaltung gegen Entgelt:

pro Veranstaltung Fr. 4.—.

B. Für Veranstalter, die keine Jahresforfaitverträge abschliessen

Forfaitentschädigung:

a) bis 14 Mitjodelnde pro Veranstaltung Fr. 20.—,

b) 15 und mehr Mitjodelnde pro Veranstaltung Fr. 30.—.

Nichtmitglieder des Eidgenössischen Jodlerverbandes und des Schweizerischen Arbeiter-Jodlerverbandes entrichten eine um 30% höhere Entschädigung als vorstehende Ansätze A und B.

II. Zahlungsbedingungen und Bedingungen für die Ablieferung der Verzeichnisse der aufgeführten Werke

A. Für Jahresforfaits gemäss 1/A

Die Jahresforfaits sind jeweils am 1. Februar jedes Vertragsjahres zahlbar.

Die SUIA ist berechtigt und verpflichtet, die bei Verfall nicht bezahlten Entschädigungen unter Berechnung der Postgebühren durch Nachnahme zu erheben. Die SUIA anerkennt die eingelöste Nachnahme als Quittung.

Die SUIA ist berechtigt und verpflichtet, nicht eingelöste Nachnahmen ein zweites Mal nachzunehmen, unter Berechnung der zusätzlichen Nachnahmegebühren. Ein zweites Mal zurückgehende Nachnahmen dürfen in Betreibung gesetzt werden.

Die Verzeichnisse der aufgeführten Musikwerke sind laufend, spätestens aber jeweils bis zum 1. Februar für das verfllossene Kalenderjahr abzuliefern. Kommt die Vereinigung dieser Verpflichtung nicht nach, ist die SUIA berechtigt, nach vorangegangener Mahnung und Einräumung einer Frist von 10 Tagen die vertraglich vorgesehene Konventionalstrafe geltend zu machen, wobei ihr gesetzlicher und vertraglicher Anspruch auf die Verzeichnisse ausdrücklich bestehen bleibt.

B. Veranstalter, die keine Jahresforfaitverträge abschliessen gemäss 1/B

Die Entschädigung ist sofort nach durchgeführter Veranstaltung zahlbar.

Die SUIA ist berechtigt, überfällige Entschädigungen unter Berechnung der Postgebühren durch Nachnahme zu erheben. Die SUIA anerkennt die eingelöste Nachnahme als Quittung. Nicht eingelöste Nachnahmen dürfen in Betreibung gesetzt werden.

Die Verzeichnisse der aufgeführten Musikwerke sind der SUIA sofort nach durchgeführter Veranstaltung abzuliefern. Kommt die Vereinigung dieser Verpflichtung nicht nach, ist die SUIA berechtigt, nach vorangegangener Mahnung und Einräumung einer Frist von 10 Tagen die vertraglich vorgesehene Konventionalstrafe geltend zu machen, wobei ihr gesetzlicher und vertraglicher Anspruch auf die Verzeichnisse ausdrücklich bestehen bleibt.

III. Gültigkeitsdauer des Tarifs

Der vorliegende Tarif gilt für die Dauer von 5 Jahren ab 1. Januar 1947, unter Vorbehalt der Möglichkeit einer Revision bei wesentlicher Veränderung der Verhältnisse.

¹⁾ Massgebend für die ganze Gültigkeitsdauer des Tarifes ist für Verbandsmitglieder die Anzahl der mitjodelnden Mitglieder gemäss offiziellem Verzeichnis des Eidgenössischen Jodlerverbandes, bzw. des Schweizerischen Arbeiter-Jodlerverbandes pro 1946; bei Neugründungen die Anzahl der mitjodelnden Mitglieder am 31. Dezember des Gründungsjahres.

Tarif-Klasse Ha

Tanzinstitute

Tarif für Aufführungen anlässlich eigener Veranstaltungen

I. Tarifansätze

A. Für Veranstalter, die Jahresforfaitverträge abschliessen

a) Für Unterricht und Repetitionen¹⁾:

Forfaitentschädigung	pro Musiktag
1 Musiker	Fr. —,90
2—4 Musiker	Fr. 1.50
5 und mehr Musiker	Fr. 2.—

b) Für Bälle und Tanzkonkurrenzen:

Forfaitentschädigung	pro Veranstaltung und Ensemble
1 Musiker	Fr. 3.70
2—4 Musiker	Fr. 5.20
5—6 Musiker	Fr. 7.70
7 und mehr Musiker	Fr. 10.70

Zuschlag pro Veranstaltung:

3mal den höchsten Eintrittspreis²⁾ für Einzelpersonen.

B. Für Veranstalter, die keine Jahresforfaitverträge abschliessen

Forfaitentschädigung	pro Veranstaltung und Ensemble
1 Musiker	Fr. 4.60
2—4 Musiker	Fr. 6.50
5—6 Musiker	Fr. 9.60
7 und mehr Musiker	Fr. 13.40

Zuschlag pro Veranstaltung:

3mal den höchsten Eintrittspreis²⁾ für Einzelpersonen.

Das Begehren um Gestattung der Aufführung ist spätestens 24 Stunden vor der Veranstaltung bei der SUIA zu stellen.

C. Mitglieder des Schweizerischen Tanzlehrer-Verbandes geniessen auf vorstehenden Tarifen einen Rabatt von 10%, insofern der Verband der SUIA beim Abschluss und der Durchführung der Ermächtigungsverträge behilflich ist.

¹⁾ Soweit es sich um öffentliche Aufführungen handelt.

²⁾ Als Eintrittspreis fällt derjenige Betrag in Betracht, der für die Teilnahme an der Veranstaltung als solche zu entrichten ist, unter Ausschluss jeder Gegenleistung für Konsumationen.

II. Zahlungsbedingungen

A. Für Jahresforfaits gemäss I/A

Jahresforfaits bis zu Fr. 30.—, zahlbar jeweils am 1. Februar jedes Vertragsjahres.

Jahresforfaits über Fr. 30.—, zahlbar jeweils in zwei gleichen Raten am 1. März und 1. September jedes Vertragsjahres.

Die SUIA ist berechtigt und verpflichtet, die fälligen Raten unter Berechnung der Postgebühren durch Nachnahme zu erheben. Die SUIA anerkennt die Nachnahme als Quittung.

Die SUIA ist berechtigt und verpflichtet, nicht eingelöste zurückkommende Nachnahmen ein zweites Mal nachzunehmen, unter Berechnung der zusätzlichen Nachnahmegebühren. Ein zweites Mal zurückgehende Nachnahmen dürfen in Betreibung gesetzt werden.

Die SUIA verzichtet auf Ablieferung der Verzeichnisse der aufgeführten Werke.

B. Für Veranstalter, die keine Jahresforfaitverträge abschliessen gemäss I/B

Die Entschädigung ist sofort nach durchgeführter Veranstaltung zahlbar.

Die SUIA ist berechtigt, überfällige Entschädigungen unter Berechnung der Postgebühren durch Nachnahme zu erheben. Die SUIA anerkennt die eingelöste Nachnahme als Quittung. Nicht eingelöste Nachnahmen dürfen in Betreibung gesetzt werden.

III. Gültigkeitsdauer des Tarifs

Der vorliegende Tarif gilt für die Dauer von 5 Jahren ab 1. Januar 1947, unter Vorbehalt der Möglichkeit einer Revision bei wesentlicher Veränderung der Verhältnisse.

Classe Ha du tarif

Ecoles et cours de danse

Tarif pour exécutions musicales faites à l'occasion de leurs propres manifestations

I. Taux du tarif

A. Pour les organisateurs qui concluent des contrats forfaitaires annuels

a) Pour l'enseignement et les répétitions¹⁾:

Indemnité forfaitaire	par jour de musique
1 musicien	Fr. —,90
2 à 4 musiciens	Fr. 1.50
5 musiciens et plus	Fr. 2.—

b) Pour bals et concours de danse:

Indemnité forfaitaire

par manifestation et ensemble

1 musicien	Fr. 3.70	} plus un supplément par manifestation de 3 fois le prix d'entrée le plus élevé ²⁾ par personne
2 à 4 musiciens	Fr. 5.20	
5 à 6 musiciens	Fr. 7.70	
7 musiciens et plus	Fr. 10.70	

B. Pour les organisateurs qui ne concluent pas de contrats forfaitaires annuels

Indemnité par manifestation et ensemble:

1 musicien	Fr. 4.60	} plus un supplément par manifestation de 3 fois le prix d'entrée le plus élevé ²⁾ par personne
2 à 4 musiciens	Fr. 6.50	
5 à 6 musiciens	Fr. 9.60	
7 musiciens et plus	Fr. 13.40	

La demande d'autorisation d'exécution doit être formulée auprès de la SUIA au plus tard 24 heures avant la manifestation.

C. Les membres de l'Association suisse des professeurs de danse jouissent d'une réduction de 10% sur les taux ci-dessus, lorsque l'Association prête son aide à la SUIA pour la conclusion et l'exécution des contrats d'autorisation.

¹⁾ S'il s'agit d'exécutions publiques.

²⁾ Est considéré comme prix d'entrée le montant exigé pour assister à la manifestation, à l'exclusion de la part de ce prix éventuellement perçue pour la consommation.

II. Conditions de paiement

A. Pour forfaits annuels selon I/A

Les forfaits annuels jusqu'à 30 fr. sont payables le 1^{er} février de chaque année contractuelle.

Les forfaits annuels dépassant 30 fr. sont payables en deux demi-annuités égales le 1^{er} mars et le 1^{er} septembre de chaque année.

La SUIA a le droit et l'obligation de percevoir les indemnités non payées à l'échéance, en y ajoutant les frais de poste. La SUIA reconnaît comme quittance le remboursement payé.

La SUIA a le droit et l'obligation de prendre en remboursement une seconde fois les remboursements revenus impayés, en y ajoutant les nouveaux frais de poste. Les remboursements revenus impayés une seconde fois peuvent être recouverts par voie de poursuite.

La SUIA renonce à la remise, par l'organisateur, de la liste des œuvres musicales exécutées.

B. Pour les organisateurs qui ne concluent pas de contrats forfaitaires annuels (Position I/B)

L'indemnité est payable aussitôt après la manifestation.

La SUIA a le droit et l'obligation de percevoir les indemnités arriérées par remboursement postal, en y ajoutant les frais de poste. La SUIA reconnaît le remboursement comme quittance. Les remboursements impayés pourront être recouverts par voie de poursuite.

III. Durée de validité du tarif

Le présent tarif est valable pour 5 ans à partir du 1^{er} janvier 1947, sous réserve de révision en cas de modification profonde des circonstances.

Tarif-Klasse Hb

Geselligkeitsvereine, Sportvereine, wissenschaftliche Vereine, übrige Vereine, deren Vereinszweck nicht in der Pflege der Musik besteht, und Firmen, Dampfbootgesellschaften usw. für ihre Anlässe mit Tanzmusik oder musikalischen Unterhaltungen

I. Tarifansätze

1. Ermächtigung für einzelne Veranstaltungen

A. Für Vereinigungen, die mindestens 24 Stunden vor der Veranstaltung um die Ermächtigung nachgesucht haben:

	pro Veranstaltung und Ensemble
a) 1 Musiker	Fr. 4.60
b) 2—4 Musiker	Fr. 6.50
c) 5—6 Musiker	Fr. 9.60
d) 7 und mehr Musiker	Fr. 13.40

zuzüglich pro Veranstaltung 3mal den höchsten Eintrittspreis¹⁾ für Einzelpersonen.

B. Für Vereinigungen, die nicht mindestens 24 Stunden vor der Veranstaltung um die Ermächtigung nachgesucht haben:

	pro Veranstaltung und Ensemble
a) 1 Musiker	Fr. 6.90
b) 2—4 Musiker	Fr. 9.75
c) 5—6 Musiker	Fr. 14.40
d) 7 und mehr Musiker	Fr. 20.10

zuzüglich pro Veranstaltung 3mal den höchsten Eintrittspreis¹⁾ für Einzelpersonen.

2. Für Jahresverträge

Vereinigungen, die die Ermächtigung auf Grund von Jahresverträgen erwerben, geniessen auf den Tarifansätzen für Einzel-Ermächtigungen gemäss Pos. I/A einen Rabatt von 20%.

¹⁾ Als Eintrittspreis fällt derjenige Betrag in Betracht, der für die Teilnahme an der Veranstaltung als solche zu entrichten ist, unter Ausschluss jeder Gegenleistung für Konsumationen.

II. Zahlungsbedingungen und Bedingungen für die Ablieferung der Verzeichnisse der aufgeführten Werke

1. Für Ermächtigungen für einzelne Veranstaltungen gemäss I/1

Die Entschädigung ist sofort nach durchgeführter Veranstaltung zahlbar.

Die SUIA ist berechtigt, überfällige Entschädigungen unter Berechnung der Postgebühren durch Nachnahme zu erheben. Die SUIA anerkennt die eingelöste Nachnahme als Quittung.

Nicht eingelöste Nachnahmen sind in Betreibung zu setzen. Die Verzeichnisse der Werke, die durch alle an den Veranstaltungen mitwirkenden Ensembles aufgeführt werden, sind der SUIA sofort nach durchgeführter Veranstaltung abzuliefern. Kommt die Vereinigung dieser Verpflichtung nicht nach, ist die SUIA berechtigt, nach vorangegangener Mahnung und Einräumung einer Frist von 10 Tagen die vertraglich vorgesehene Konventionalstrafe geltend zu machen, wobei ihr gesetzlicher und vertraglicher Anspruch auf die Verzeichnisse ausdrücklich bestehen bleibt.

2. Für Jahresverträge gemäss 1/2

Die Jahresforfaits sind jeweils am 1. März jedes Vertragsjahres zahlbar. Die SUIA ist berechtigt und verpflichtet, die bei Verfall nicht bezahlten Entschädigungen unter Berechnung der Postgebühren durch Nachnahme zu erheben. Die SUIA anerkennt die eingelöste Nachnahme als Quittung.

Die SUIA ist berechtigt und verpflichtet, nicht eingelöste Nachnahmen ein zweites Mal nachzunehmen, unter Berechnung der zusätzlichen Nachnahmegebühren. Ein zweites Mal zurückgehende Nachnahmen sind in Betreibung zu setzen.

Die Verzeichnisse der Werke, die durch alle an den Veranstaltungen mitwirkenden Ensembles aufgeführt werden, sind laufend, spätestens aber jeweils bis zum 1. März für das verfllossene Kalenderjahr abzuliefern. Kommt die Vereinigung dieser Verpflichtung nicht nach, ist die SUIA berechtigt, nach vorangegangener Mahnung und Einräumung einer Frist von 10 Tagen die vertraglich vorgesehene Konventionalstrafe geltend zu machen, wobei ihr gesetzlicher und vertraglicher Anspruch auf die Verzeichnisse ausdrücklich bestehen bleibt.

III. Gültigkeitsdauer des Tarifs

Der vorliegende Tarif gilt für die Dauer von 5 Jahren ab 1. Januar 1947, unter Vorbehalt der Möglichkeit einer Revision bei wesentlicher Veränderung der Verhältnisse.

Classe Hb du tarif

Sociétés de divertissement, sociétés sportives, sociétés scientifiques, et toutes autres sociétés et groupements dont le but n'est pas la culture de la musique, ainsi que firmes, compagnies de navigation, etc., pour leurs manifestations musicales récréatives et manifestations dansantes

I. Taux du tarif

1. Taux pour autorisations isolées

A. Pour les sociétés qui ont demandé l'autorisation au moins 24 heures avant la manifestation:

par manifestation et ensemble exécutant		plus un supplément par manifestation de 3 fois le prix d'entrée le plus élevé ¹⁾ par personne
a) 1 musicien	Fr. 4.60	
b) 2 à 4 musiciens	Fr. 6.50	
c) 5 à 6 musiciens	Fr. 9.60	
d) 7 musiciens et plus	Fr. 13.40	

B. Pour les sociétés qui n'ont pas demandé l'autorisation au moins 24 heures à l'avance:

par manifestation et ensemble exécutant		plus un supplément par manifestation de 3 fois le prix d'entrée le plus élevé ¹⁾ par personne
a) 1 musicien	Fr. 6.90	
b) 2 à 4 musiciens	Fr. 9.75	
c) 5 à 6 musiciens	Fr. 14.40	
d) 7 musiciens et plus	Fr. 20.10	

2. Taux pour contrats annuels

Les sociétés qui obtiennent l'autorisation en vertu d'un contrat annuel jouissent d'une réduction de 20% sur les taux du tarif des autorisations isolées, selon position 1/A.

¹⁾ Est considéré comme prix d'entrée le montant exigé pour assister à la manifestation à l'exclusion de la part de ce prix éventuellement perçue pour la consommation.

II. Conditions de paiement et conditions de remise des relevés des œuvres exécutées

1. Pour autorisations isolées, selon position 1/1

L'indemnité est payable immédiatement après la manifestation musicale.

La SUIA a le droit de prendre en remboursement les indemnités arriérées en y ajoutant les frais de poste. La SUIA reconnaît comme quittance le remboursement payé. Les remboursements revenus impayés pourront être recouverts par voie de poursuite.

Les relevés des œuvres musicales exécutées par tous les ensembles qui ont concouru à la manifestation seront remis à la SUIA immédiatement après la manifestation musicale. Si la société ne remplit pas cette obligation, la SUIA a le droit, après une sommation accordant un délai de 10 jours, d'appliquer la peine conventionnelle prévue dans l'autorisation, sans préjudice de ses droits légaux et contractuels à la remise des relevés.

2. Pour contrats annuels, selon position 1/2

Les indemnités forfaitaires annuelles sont payables le 1^{er} mars de chaque année contractuelle.

La SUIA a le droit et l'obligation de prendre en remboursement les indemnités non payées à l'échéance en y ajoutant les frais de poste. La SUIA reconnaît le remboursement payé comme quittance.

La SUIA a le droit et l'obligation de prendre en remboursement une seconde fois les remboursements revenus impayés, en ajoutant au montant les nouveaux frais de poste. Les remboursements revenus impayés une seconde fois peuvent être recouverts par voie de poursuite.

Les relevés des œuvres musicales exécutées par tous les ensembles qui ont concouru aux manifestations seront remis à la SUIA immédiatement après les manifestations, mais au plus tard, chaque année, le 1^{er} mars, pour l'année civile écoulée. Si la société ne remplit pas cette obligation, la SUIA a le droit, après une sommation accordant un délai de 10 jours, d'appliquer la peine conventionnelle prévue au contrat, sans préjudice de ses droits légaux et contractuels à la remise des programmes.

III. Durée de validité du tarif

Le présent tarif est valable pour 5 ans à partir du 1^{er} janvier 1947, sous réserve de révision en cas de modification profonde des circonstances.

Classe Hb della tariffa

Società ricreative, società sportive, società scientifiche e tutte le altre società e gli altri gruppi il cui scopo non è il culto della musica, come pure le ditte, compagnie di navigazione, ecc., per le loro manifestazioni con musica da ballo o ricreazioni musicali

I. Prezzi di tariffa

1. Autorizzazioni singole

A. Per le società che hanno chiesto l'autorizzazione almeno 24 ore prima della manifestazione:

per ogni manifestazione ed ogni gruppo di esecutori	
a) 1 musicista	Fr. 4.60
b) 2—4 musicisti	Fr. 6.50
c) 5—6 musicisti	Fr. 9.60
d) 7 musicisti ed oltre	Fr. 13.40

più un supplemento, per manifestazione, di 3 volte il prezzo d'ingresso massimo ¹⁾ per persona.

B. Per le società che non hanno chiesto l'autorizzazione almeno 24 ore prima della manifestazione:

per ogni manifestazione ed ogni gruppo di esecutori	
a) 1 musicista	Fr. 6.50
b) 2—4 musicisti	Fr. 9.75
c) 5—6 musicisti	Fr. 14.40
d) 7 musicisti ed oltre	Fr. 20.10

più un supplemento, per manifestazione, di 3 volte il prezzo d'ingresso massimo ¹⁾ per persona.

2. Contratti annuali

Le società che si procurano l'autorizzazione sulla base di un contratto annuale hanno diritto ad una riduzione del 20% sui prezzi della tariffa delle autorizzazioni singole, come a cifra 1/A.

¹⁾ È considerato come prezzo d'ingresso l'importo chiesto per partecipare alla manifestazione, ad esclusione di quanto eventualmente riscosso per le consumazioni.

II. Condizioni di pagamento e condizioni per la rimessa degli elenchi delle opere eseguite

1. Per autorizzazioni singole, come a cifra 1/1

L'indennità è pagabile immediatamente dopo la manifestazione musicale.

La SUIA ha il diritto di riscuotere mediante rimborso gli indennizzi scaduti, oltre le spese postali. La SUIA riconosce come quietanza il rimborso pagato.

I rimborsi che ritornano impagati possono essere riscossi per via esecutiva. Gli elenchi dei programmi delle opere musicali eseguite da tutti i gruppi di esecutori che hanno partecipato alla manifestazione devono essere rimessi immediatamente alla SUIA. Se la società non adempie a quest'obbligo, la SUIA ha il diritto di applicare, dopo una diffida che assegna un nuovo termine di 10 giorni, la pena convenzionale prevista nel contratto, ciò tuttavia senza pregiudizio del suo diritto legale e contrattuale alla rimessa degli elenchi.

2. Per contratti annuali, come a cifra 1/2

Gli indennizzi a forfait annuali sono pagabili il 1^o marzo di ogni anno contrattuale.

La SUIA ha il diritto e l'obbligo di riscuotere mediante rimborso gli indennizzi scaduti, oltre le spese postali. La SUIA riconosce come quietanza il rimborso pagato. Se i rimborsi ritornano impagati, la SUIA ha il diritto e l'obbligo di rinnovarli, aggiungendovi le nuove spese postali. I rimborsi ritornati impagati una seconda volta possono essere riscossi per via esecutiva.

Gli elenchi dei programmi delle opere musicali eseguite da tutti i gruppi di esecutori che hanno partecipato alla manifestazione devono essere rimessi alla SUIA man mano, ma al più tardi, ogni anno, il 1^o marzo, per gli anni civili trascorsi. Se la società non adempie a quest'obbligo, la SUIA ha il diritto di applicare, dopo una diffida che assegna un nuovo termine di 10 giorni, la pena convenzionale prevista nel contratto, ciò tuttavia senza pregiudizio del suo diritto legale e contrattuale alla rimessa degli elenchi.

III. Durata della validità della tariffa

La presente tariffa è valedole per 5 anni, a partire dal 1^o gennaio 1947, con riserva di eventuale revisione in caso di un cambiamento sostanziale della situazione.

Société immobilière Rhône-Stand, Genève

Convocation des obligataires

Emprunt hypothécaire de 150 000 fr., du 13 janvier 1932, à 5 1/2 %

Deuxième publication

Messieurs les porteurs d'obligations de l'emprunt 5 1/2 %, 1932, sont convoqués en assemblée des obligataires dans le sens de l'ordonnance sur la communauté des créanciers dans les emprunts par obligations rendue par le Conseil fédéral suisse le 20 février 1918, pour le jeudi 20 février 1947, à 10 heures du matin, en l'étude de M^e Bernard de Budé, notaire, rue du Rhône 29, à Genève.

Ordre du jour:

- 1^o Exposé de la situation financière de la société.
- 2^o Modification des conditions de l'emprunt hypothécaire, savoir:

Prorogation de 5 années de la durée de l'emprunt, soit report de l'échéance des titres du 31 décembre 1946 au 31 décembre 1951.

Le bilan au 31 décembre 1946, le compte de profits et pertes, le rapport du commissaire-vérificateur des comptes et le rapport du conseil d'administration seront à la disposition de Messieurs les porteurs d'obligations chez M^e de Budé, notaire, à dater du 10 février 1947.

Pour pouvoir assister à l'assemblée, Messieurs les porteurs d'obligations doivent présenter à cette assemblée leurs titres ou un certificat de dépôt dans un établissement bancaire ou fiduciaire de 1^{er} ordre. Le certificat de dépôt doit mentionner le numéro exact de tous les titres. (AA. 932²)

Genève, le 23 décembre 1946. Le conseil d'administration.

Eidgenössisches Amt für geistiges Eigentum

Bureau fédéral de la propriété intellectuelle — Ufficio federale della proprietà intellettuale

Liste der Muster und Modelle

Liste des dessins et modèles — Lista dei disegni e modelli

Zweite Hälfte November 1946

Deuxième quinzaine de novembre 1946 — Seconda quindicina di novembre 1946

I. Abteilung — 1^{re} Partie — 1^a Parte

Hinterlegungen — Dépôts — Depositi

73862 — 73928

- Nr. 73861. 16 novembre 1946, 12 h. — Ouvert. — 3 dessins. — Cadras pour pièces d'horlogerie. — Maurice Cornoley, La Sagne (Neuchâtel, Suisse). Mandataires: Dériaz, Kirker & Cie, Genève.
- Nr. 73863. 16 novembre 1946, 12 h. — Ouvert. — 1 modèle. — Monument funéraire. — Emile Bolomey, Clos Malley, Malley, Lausanne (Suisse).
- Nr. 73864. 18. November 1946, 12 Uhr. — Offen. — 1 Modell. — Gardinenschienen-Halter. — Paul Schafhelte, Friedheimstrasse 18, Olten (Schweiz).
- Nr. 73865. 18 novembre 1946, 17 h. — Cacheté. — 1 modèle. — Dispositif pour séparer le blanc du jaune de l'œuf. — Adrien Crescentino, avenue de la Gare, Sion (Suisse).
- Nr. 73866. 18. November 1946, 19 Uhr. — Offen. — 1 Modell. — Elektrischer Kochtopf. — Erallite Manufacturing Company Limited, The Broadway 194, Wimbledon, London SW 19 (Grossbritannien). Vertreter: Ed. v. Waldkirch, Bern. — «Priorität: Grossbritannien, 19. September 1945.»
- Nr. 73867. 18. November 1946, 19 Uhr. — Offen. — 1 Modell. — Bleistift-halter. — Louise Schneider, Milchbuckstrasse 52, Zürich (Schweiz).
- Nr. 73868. 19. November 1946, 18 1/2 Uhr. — Versiegelt. — 1 Modell. — Kerzenhalter. — Copa AG., Grenzacherstrasse 487, Basel (Schweiz). Vertreter: A. Braun, Basel.
- Nr. 73869. 20. November 1946, 5 Uhr. — Versiegelt. — 124 Muster. — Stickereien. — Jacob Rohner AG., Rebstein (St.Gallen, Schweiz).
- Nr. 73870. 20. November 1946, 10 3/4 Uhr. — Versiegelt. — 2 Modelle. — Bügel mit Rollenköpfen für Rasierapparate. — Naether & Co., Bahnhofstrasse 10, Solothurn (Schweiz).
- Nr. 73871. 20. November 1946, 13 Uhr. — Versiegelt. — 2 Modelle. — Kinder-Spielzeug. — Hans Zogg, Meiersboden, Chur (Schweiz).
- Nr. 73872. 21. November 1946, 12 Uhr. — Offen. — 4 Muster. — Leuchtende Druckknöpfe für elektrische Schalter. — Hans Wältli, Parkstrasse 43, Wabern bei Bern (Schweiz).
- Nr. 73873. 14. November 1946, 18 Uhr. — Offen. — 1 Muster. — Instruk-tions- und Reklame-Drucksache. — Edwin Wiffl, Elsässerstrasse 61, Basel (Schweiz).
- Nr. 73874. 16 novembre 1946, ore 12 3/4. — Sigillato. — 1 modello. — Macchinetta per pasta, per uso domestico. — Gianoni & Lang, ferramenta, Bellinzona (Svizzera). Mandatari: Bovard & Ci., Berna.
- Nr. 73875. 19. November 1946, 18 Uhr. — Offen. — 1 Modell. — Klöppel für Spielzeugklapper. — Max Riner, Lochmattstrasse 858, Schönenwerd (Schweiz).
- Nr. 73876. 21. November 1946, 11 Uhr. — Versiegelt. — 1 Modell. — Bleistift-Minenschärfer. — Naether & Co., Bahnhofstrasse 10, Solothurn (Schweiz).
- Nr. 73877. 21. November 1946, 18 Uhr. — Versiegelt. — 1 Modell. — Eier- und Früchteschneider. — Kurt Rozeck, Hohenstoffelstrasse 8, Schaffhausen (Schweiz).
- Nr. 73878. 21. November 1946, 18 1/4 Uhr. — Offen. — 1 Modell. — Puppen. — The Eskimo Interlining Company Limited, Devonshire Works, Duke Street, Chiswick, London W 4 (Grossbritannien). Vertreter: Bovard & Cie., Bern. — «Priorität: Grossbritannien, 30. Juli 1946.»
- Nr. 73879. 21 novembre 1946, 20 h. — Cacheté. — 2 modèles. — Supports pour la présentation d'une montre-bracelet. — H. M. Bandelier & Co., rue A.-M.-Piaget 81, La Chaux-de-Fonds (Suisse). Mandataire: W. Kœlliker, Bienne.
- Nr. 73880. 21. November 1946, 20 Uhr. — Offen. — 1 Modell. — Schweiss-Verbindung des Bremsbackenträgerflansches mit der kantigen Wagen-achse. — Ernst Strähli, Maschinentechner, Bissegg (Thurgau, Schweiz).
- Nr. 73881. 22. November 1946, 5 Uhr. — Offen. — 1 Modell. — Brillantinetopf. — Baithasar & Co., Parfümeriefabrik, Hochdorf (Luzern, Schweiz).
- Nr. 73882. 22. November 1946, 9 Uhr. — Offen. — 3 Modelle. — Photo-ständer. — Ernst Helfer; und Jakob Habegger, Spielwarenfabrik «HECA», rue St-Victor 18, Carouge-Genève (Schweiz).
- Nr. 73883. 22. November 1946, 9 Uhr. — Offen. — 1 Modell. — Leuchter. — Ernst Helfer; und Jakob Habegger, Spielwarenfabrik «HECA», rue St-Victor 18, Carouge-Genève (Schweiz).
- Nr. 73884. 22. November 1946, 10 Uhr. — Versiegelt. — 1 Modell. — Musterkarten. — August Zehnder-Egloff, Schönaue 29, Baden (Schweiz).
- Nr. 73885. 22. November 1946, 13 Uhr. — Versiegelt. — 1 Modell. — Rasierklingenhalter. — Hs. Aebersold, Neumattstrasse, Sissach (Schweiz).
- Nr. 73886. 22. November 1946, 15 Uhr. — Offen. — 1 Modell. — Spielzeug. — Otto Huber, Spielwarenfabrik, Herrenhofstrasse, Niederuzwil, St. Gallen (Schweiz).
- Nr. 73887. 22. November 1946, 18 Uhr. — Versiegelt. — 369 Muster. — Mechanische Stickereien. — C. Förster & Co., Notkerstrasse 17, St. Gallen C (Schweiz).
- Nr. 73888. 22. November 1946, 19 Uhr. — Offen. — 6 Modelle. — Ständer-figuren. — Fridolin Stengele-Weber, Aarbergstrasse 4, Biel (Bern, Schweiz).
- Nr. 73889. 22. November 1946, 19 Uhr. — Versiegelt. — 1 Modell. — Stahl-möbel. — Idette Wehrli, Sumatrastrasse 1, Zürich (Schweiz). Ver-treter: Fritz Isler, Zürich.
- Nr. 73890. 22. November 1946, 20 Uhr. — Offen. — 18 Muster. — Blumen-tische, Konsolen, Tablette, Untersetzer, Bonbonnieren, Wandteller - Fruchtkörbchen. — Friedrich Lindemann, Mosaikleger, «Bon-Air», Breganzona-Lugano (Schweiz).
- Nr. 73891. 22. November 1946, 20 Uhr. — Offen. — 13 Modelle. — Blumen-tische, Konsolen, Wandteller, Tablette, Untersetzer, Fruchtkörbchen, Bonbonnieren. — Friedrich Lindemann, Mosaikleger, «Bon-Air», Breganzona-Lugano (Schweiz).
- Nr. 73892. 23. November 1946, 17 Uhr. — Offen. — 1 Modell. — Puppen. — Theresia Brunner, Winterthurerstrasse 437, Zürich 11 (Schweiz).
- Nr. 73893. 25. November 1946, 9 Uhr. — Offen. — 1 Modell. — Werkzeug zum Einziehen von Saiten und Fäden. — Alfred Struchen, Ryffstrasse 2, Basel (Schweiz).
- Nr. 73894. 25. November 1946, 9 3/4 Uhr. — Versiegelt. — 1 Modell. — Kindersportwagen. — Ernst von Kaenel, Kinderwagenfabrik «Royal-Eka», Thun (Schweiz).
- Nr. 73895. 25. November 1946, 10 Uhr. — Versiegelt. — 5 Modelle. — Doppelbilderrahmen mit Kerzenhalter, Nähservice, Rauchschiebe, Schalen. — Adolf Angst, Tapeziermeister, Waldmeisterstrasse 32, Bern-Bümpliz (Schweiz).
- Nr. 73896. 25. November 1946, 14 1/2 Uhr. — Offen. — 1 Modell. — Strumpf-halterknopf. — Ernst Gfeller, Turnweg 20, Bern (Schweiz).
- Nr. 73897. 25 novembre 1946, 15 1/2 h. — Cacheté. — 1 modèle. — Chaise. — «SAFAL» Sandoz & Fallet, construction de chaises, Peseux (Neuchâtel, Suisse).
- Nr. 73898. 25. November 1946, 20 Uhr. — Offen. — 1 Modell. — Leder-gürtel. — H. & J. Olear, Lederwarenfabrikation, Bürglistrasse 4, Zürich-Engg (Schweiz).
- Nr. 73899. 25. November 1946, 23 Uhr. — Versiegelt. — 1 Modell. — Tinte aufsaugender Federschutz. — Louis Kälin, Höggerstrasse 27, Zürich (Schweiz). Vertreter: Dr. jur. dipl. Ing. Arnold R. Egli, Zürich.
- Nr. 73900. 26 novembre 1946, 8 h. — Ouvert. — 1 modèle. — Monture de lunettes. — Eclisa-Electro-Chimie-Industrielle S.A., rue de la Colombière 20, Nyon (Suisse).
- Nr. 73901. 26. November 1946, 12 Uhr. — Versiegelt. — 4 Modelle. — Aufhängevorrichtungen. — Gottfried Bolter, Techniker, Bielstrasse 117, Solothurn (Schweiz).
- Nr. 73902. 26. November 1946, 12 Uhr. — Versiegelt. — 1 Modell. — Uhrenarmband. — Gottfried Bolter, Techniker, Bielstrasse 117, Solothurn (Schweiz).
- Nr. 73903. 26. November 1946, 16 Uhr. — Offen. — 10 Muster. — Bunt-papiere. — Emil Kretz-Roth, Im Langen Lohn 217, Basel (Schweiz).
- Nr. 73904. 26. November 1946, 17 1/4 Uhr. — Versiegelt. — 1 Muster. — Verpackung. — Stoffel & Co., St. Gallen (Schweiz). Vertreter: E. Blum & Co., Zürich.
- Nr. 73905. 26. November 1946, 18 Uhr. — Versiegelt. — 1 Modell. — Drehschloss für Damentaschen. — Wilhelm Klopfer, Metallwaren-fabrik, Schüsspromenade 14 d, Biel (Bern, Schweiz).
- Nr. 73906. 26. November 1946, 18 Uhr. — Versiegelt. — 1 Modell. — Drehschloss für Damentaschen. — Wilhelm Klopfer, Metallwaren-fabrik, Schüsspromenade 14 d, Biel (Bern, Schweiz).
- Nr. 73907. 26 novembre 1946, 20 h. — Ouvert. — 1 dessin. — Liste des Camps Suisses 1946. — Fédération Suisse des Clubs de Camping, rue de Carouge 48bis, Genève (Suisse); ayant cause de l'auteur Hans Behrmann, Zurich.
- Nr. 73908. 27. November 1946, 16 Uhr. — Offen. — 11 Modelle. — Spiel-zeug-Figuren. — Ernst Gottfried Dæpp, «Zur Ländte», Oberhofen am Thunersee (Schweiz).
- Nr. 73909. 27. November 1946, 16 1/2 Uhr. — Versiegelt. — 1 Modell. — Drahtspanner. — Ernst Baumann-Vögtilin, Maiefelderstrasse 35, Pratteln (Schweiz).
- Nr. 73910. 27. November 1946, 18 Uhr. — Versiegelt. — 6 Modelle. — Fensterscheiben-Einfassung. — Josef Geiser, Nägelistrasse 5, Luzern (Schweiz).
- Nr. 73911. 27. November 1946, 19 Uhr. — Offen. — 1 Modell. — Jazz-guitarre. — Schwelzerische Geigenbauschule Brienz, Brienz (Bern, Schweiz).
- Nr. 73912. 27. November 1946, 19 Uhr. — Versiegelt. — 1 Modell. — Tubcn-Verschluss. — Aug. Winkler, Fröhburgstrasse 24, Zürich (Schweiz).
- Nr. 73913. 9. November 1946, 17 Uhr. — Offen. — 1 Modell. — Als Aus-stellstände, Photographieständer und Taschenspiegel verwendbarer Gegenstand. — Georges Loewy, rue de Carouge 99, Genf (Schweiz).
- Nr. 73914. 27. November 1946, 20 Uhr. — Offen. — 1 Modell. — Flasche. — Glashütte Büfag AG., Flaschenfabrik, Bülach (Schweiz). Vertreter: Kirchofer, Ryffel & Co., Zürich.
- Nr. 73915. 28. November 1946, 16 Uhr. — Versiegelt. — 1 Muster. — Träger für Riechstoff. — Fortschritt Patent-Verwertungs-Genossenschaft, Forchstrasse 456, Zürich-ob Rehalp (Schweiz).
- Nr. 73916. 28. November 1946, 17 Uhr. — Offen. — 1 Modell. — Puppe. — Walter Remy, Sonneggstrasse 75, Zürich 6 (Schweiz).
- Nr. 73917. 28. November 1946, 18 Uhr. — Versiegelt. — 1 Modell. — Druckbestäuber. — Engeler & Cleis GmbH, Konstruktionswerkstätte, Affoltern a. A. (Schweiz). — «Priorität: Schweizer Mustermesse, Basel, eröffnet am 4. Mai 1946.»
- Nr. 73918. 28 novembre 1946, 18 1/2 h. — Cacheté. — 1 modèle. — Tuyau de fume-cigarette, fume-cigare et de pipe. — Sté Combi & Jeantet, rue de Bonneville 14, St-Claude (Jura, France). Mandataire: A. Braun, Bâle.
- Nr. 73919. 29. November 1946, 11 Uhr. — Versiegelt. — 1 Modell. — Kinderspielzeug. — Karl Zehnder-Mauch, Fallén- und Spielwaren-fabrikation, Einsiedeln (Schweiz).
- Nr. 73920. 29. November 1946, 15 Uhr. — Versiegelt. — 2 Modelle. — Kopfbedeckungen. — Griedler & Cie., Bahnhofstrasse 30, Zürich (Schweiz). Vertreter: Ernst Hablützel, Zürich.
- Nr. 73921. 29. November 1946, 17 Uhr. — Offen. — 1 Muster. — Theorie-tabelle für Fussball-Taktik. — Ferdinand Riggo, Badenerstrasse 617, Zürich 9 (Schweiz).
- Nr. 73922. 29. November 1946, 18 Uhr. — Offen. — 1 Modell. — Taschen-lampenbatterie. — Johann Göldi, Batterie- und Elementefabrik, Rüthli (Rheintal, Schweiz).

- Nr. 73923. 29. November 1946, 19 Uhr. — Versiegelt. — 1 Modell. — Mulde zur Herstellung von Champignon-Beeten. — **Johann Kunz**, Brünigstrasse 2, Luzern (Schweiz).
- Nr. 73924. 29. November 1946, 19 Uhr. — Versiegelt. — 1 Modell. — Mulde zur Herstellung von Champignon-Beeten. — **Johann Kunz**, Brünigstrasse 2, Luzern (Schweiz).
- Nr. 73925. 30. November 1946, 10 Uhr. — Versiegelt. — 81 Muster. — Stiekeren. — **Aug. Giger & Co.**, Teufenerstrasse 11, St. Gallen C (Schweiz).
- Nr. 73926. 30. November 1946, 11 Uhr. — Versiegelt. — 1 Modell. — Elektrische Tischlampe. — **Hans Vogt**, Schlosser, Könizbergstrasse 55, Liebfeld-Bern (Schweiz).
- Nr. 73927. 30. November 1946, 17 Uhr. — Offen. — 1 Modell. — Sohlenschützer für Schuhe. — **Max Eugen Hedinger**, Stüssistrasse 70, Zürich 6 (Schweiz).
- Nr. 73928. 30. November 1946, 19 Uhr. — Versiegelt. — 4 Muster. — Lehkuchen-Garnituren. — **Robert Ulrich**, Murifeldweg 34, Bern. (Schweiz).

II. Abteilung — II^{me} Partie — II^e Parte

Abbildungen von Modellen für Taschenuhren

(die ausschliesslich dekorativen Modelle ausgenommen)

Reproductions de modèles pour montres

(les modèles exclusivement décoratifs exceptés)

Riproduzioni di modelli per orologi

(eccezzuat i modelli esclusivamente decorativi)

III. Abteilung — III^{me} Partie — III^e Parte

Aenderungen — Modifications — Modificazioni

- Nr. 67597. 4. Juni 1943, 17 Uhr. — Versiegelt. — 1 Modell. — Kehrreichtschaufel. — **J. Werner Bemmman**, Kaufmann, Basel (Schweiz). — Uebertragung gemäss Erklärung vom 18. November 1946 zugunsten von **Rudolf Werner Kämpfli**, Seminarstrasse 109, Zürich 6 (Schweiz); registriert den 22. November 1946.
- Nr. 71111. 30. Juni 1945, 15 Uhr. — Offen. — 1 Modell. — Kinderspielwaren. — **Berta Jenni-Wiedmer**, Pontaise 17, Lausanne (Schweiz). — Uebertragung gemäss Erklärung vom 22. November 1946 zugunsten von **Pierre Collet**, rue du Maupas 59, Lausanne (Schweiz); registriert den 2. Dezember 1946.
- Nr. 72100. 31. Dezember 1945, 12 Uhr. — Offen. — 2 Modelle. — Kinderlehrer. — **J. Werner Bemmman**, Kaufmann, Basel (Schweiz). — Uebertragung gemäss Erklärung vom 12. November 1946 zugunsten von **Max Prüsse**, Unterer Batterieweg 173, Basel (Schweiz); registriert den 20. November 1946.
- Nr. 72402. 21. Februar 1946, 17 Uhr. — Versiegelt. — 1 Modell. — Mechanisches Hebeisen. — **Friedrich Schreyer**, Mechaniker, Wynigen (Bern, Schweiz). — Uebertragung gemäss Erklärung vom 16. November 1946 zugunsten von **Gebrüder Halm**, mechanische Werkstätte, Kleinmattstrasse, Luzern (Schweiz); registriert den 23. November 1946.
- Nr. 72558. 16. März 1946, 16 Uhr. — Versiegelt. — 1 Modell. — Spielwaren. — **Berta Jenni**, Pontaise 17, Lausanne (Schweiz). — Uebertragung gemäss Erklärung vom 22. November 1946 zugunsten von **Pierre Collet**, rue du Maupas 59, Lausanne (Schweiz); registriert den 2. Dezember 1946.
- Nr. 72559. 16. März 1946, 16 Uhr. — Versiegelt. — 1 Modell. — Holzspielwaren. — **Berta Jenni**, Pontaise 17, Lausanne (Schweiz). — Uebertragung gemäss Erklärung vom 22. November 1946 zugunsten von **Pierre Collet**, rue du Maupas 59, Lausanne (Schweiz); registriert den 2. Dezember 1946.
- Nr. 72636. 29. März 1946, 16½ Uhr. — Versiegelt. — 3 Modelle. — Heber, mechanisches Hebeisen, stellbares Hebeisen. — **Friedrich Schreyer**, Mechaniker, Wynigen (Bern, Schweiz). — Uebertragung gemäss Erklärung vom 16. November 1946 zugunsten von **Gebrüder Halm**, mechanische Werkstätte, Kleinmattstrasse, Luzern (Schweiz); registriert den 23. November 1946.
- Nr. 72839. 1. Mai 1946, 9 Uhr. — Versiegelt. — 1 Modell. — Schuhabsatz. — **Johann Jucker**, Gubelstrasse 43, Zürich-Oerlikon (Schweiz). — Uebertragung gemäss Erklärung vom 11. November 1946 zugunsten von **Ernst von Gunten**, Leder- und Furniturenhandlung, Bälliz 29, Thun (Schweiz); registriert den 22. November 1946.
- Nr. 72975. 27. Mai 1946, 9 Uhr. — Versiegelt. — 3 Modelle. — Schuhabsätze und Absatzseisen. — **Johann Jucker**, Gubelstrasse 43, Zürich-Oerlikon (Schweiz). — Uebertragung gemäss Erklärung vom 11. November 1946 zugunsten von **Ernst von Gunten**, Leder- und Furniturenhandlung, Bälliz 29, Thun (Schweiz); registriert den 22. November 1946.
- Nr. 57359. 4. September 1936, 8 Uhr. — (III. Periode 1946/1951). — 402 Muster. — Baumwollgewebe. — **E. Schlaepfer & Co.**, Furt bei Brunnadern (St. Gallen, Schweiz); registriert den 29. November 1946.
- Nr. 57525. 2. Oktober 1936, 14 Uhr. — (III. Periode 1946/1951). — 1 Modell. — Futterhäuschen für Vögel. — **Alfons Meier**, Holzschnitzer, Bözingerstrasse 175, Biel 6 (Schweiz); registriert den 5. Dezember 1946.
- Nr. 57570. 10. Oktober 1936, 18 Uhr. — (III. Periode 1946/1951). — 1 Modell. — Rübenschneidmaschine für Kleintierzüchter. — **Ernst Gerber-Abbühl**, Mechaniker, Stetten (Aargau, Schweiz); registriert den 23. November 1946.
- Nr. 57587. 14. Oktober 1936, 17½ Uhr. — (III. Periode 1946/1951). — 1 Muster. — Käsepackung. — **Zingg & Co.**, Käseexport, Dorngasse 12, Bern (Schweiz); registriert den 5. Dezember 1946.
- Nr. 57588. 14. Oktober 1936, 17½ Uhr. — (III. Periode 1946/1951). — 1 Modell. — Käsepackung. — **Zingg & Co.**, Käseexport, Dorngasse 12, Bern (Schweiz); registriert den 5. Dezember 1946.
- Nr. 57589. 14. Oktober 1936, 19 Uhr. — (III. Periode 1946/1951). — 1 Muster. — Briefbogen. — **Staub & Co.**, Fabrikation von Treibriemen und technischen Lederartikeln, Männedorf (Schweiz); registriert den 29. November 1946.
- Nr. 57645. 22. Oktober 1936, 20 Uhr. — (III. Periode 1946/1951). — 1 Muster. — Etiketten für Dosen. — **Hügli Nährmittel A.G.**, Arbon (Schweiz); registriert den 3. Dezember 1946.
- Nr. 57836. 27. November 1936, 19½ Uhr. — (III. Periode 1946/1952). — 2 Modelle. — Stangenträger. — **Gerüstgesellschaft A.G.**, Steinwiesstrasse 86, Zürich (Schweiz). Vertreter: **Fritz Isler**, Zürich; registriert den 3. Dezember 1946.
- Nr. 58168. 28. janvier 1937, 18½ h. — (III^e période 1947/1952). — 1 modèle. — Bouteille à syphon métallique. — **Sparklets Limited**, Londres (Grande-Bretagne). Mandataire: **A. Braun**, Bâle; enregistrement du 5 décembre 1946.
- Nr. 58175. 29. Januar 1937, 18¾ Uhr. — (III. Periode 1947/1952). — 1 Modell. — Deckel für Eimer, Kessel und dergleichen Gefässe. — **Joseph Vogel**, Blechwaren-Fabrik, Aesch bei Basel (vorm. Carl Vogel), Aesch bei Basel (Schweiz). Vertreter: **A. Braun**, Basel; registriert den 23. November 1946.
- Nr. 65257. 10. September 1941, 8 Uhr. — (II. Periode 1946/1951). — 4 Muster. — Reklamebilder. — **Central-Verband Schweizerischer Möbeltransporteure**, Basel (Schweiz); Rechtsnachfolger des Urhebers **Dr. K. Lautenbach**, Feldmeilen; registriert den 29. November 1946.
- Nr. 65283. 24. September 1941, 18 Uhr. — (II. Periode 1946/1951). — 1 Modell. — Hundezugwagen. — **Otto Frieden**, mechanische Werkstätte, Kirchberg (St. Gallen, Schweiz); registriert den 29. November 1946.
- Nr. 65329. 7. Oktober 1941, 17 Uhr. — (II. Periode 1946/1951). — 1 Modell. — Isolator. — **Joh. Gehrig**, elektrische Anlagen und Apparate, Ballwil (Schweiz); registriert den 23. November 1946.
- Nr. 65347. 10. Oktober 1941, 16 Uhr. — (II. Periode 1946/1951). — 1 Modell. — Glasflacon für Rostfleckenentfernungsmittel. — **Werner Vontobel**, chemisch-technische Spezialitäten, Nordstrasse 5/7, Zürich 6 (Schweiz); registriert den 29. November 1946.
- Nr. 65348. 10. Oktober 1941, 16 Uhr. — (II. Periode 1946/1951). — 1 Modell. — Ausstellungsverpackungskarton. — **Werner Vontobel**, chemisch-technische Spezialitäten, Nordstrasse 5/7, Zürich 6 (Schweiz); registriert den 29. November 1946.
- Nr. 65349. 10. Oktober 1941, 20 Uhr. — (II. Periode 1946/1951). — 1 Modell. — Beton-Fahrradhalter. — **Velopa GmbH.**, Uraniastrasse 31, Zürich 1 (Schweiz). Vertreter: **Kirchhofer, Ryffel & Co.**, Zürich; registriert den 23. November 1946.
- Nr. 65351. 14. Oktober 1941, 8½ Uhr. — (II. Periode 1946/1951). — 1 Modell. — Kabelträger. — **Hasler A.G. Werke für Telephone & Präzisionsmechanik**, Bern (Schweiz); registriert den 23. November 1946.
- Nr. 65360. 14. Oktober 1941, 15 Uhr. — (II. Periode 1946/1951). — 2 Modelle. — Strandfauteuils. — **Cuenin-Hüni & Cie.**, Korbwaren- und Rohrmöbelfabrik, Kirchberg (Bern, Schweiz); registriert den 23. November 1946.
- Nr. 65379. 18. Oktober 1941, 17 Uhr. — (II. Periode 1946/1951). — 1 Muster (von 2). — Reklamebilder. — **Latelfin A.G.**, Import feiner Weine und Spirituosen, Haldenstrasse 31, Zürich 3 (Schweiz); registriert den 29. November 1946.
- Nr. 65383. 20. Oktober 1941, 17 Uhr. — (II. Periode 1946/1951). — 3 Modelle. — Wellenschnitt-Messerscheiben für Fleischwölfe. — **Pinkers & Cie.**, Auja - Industrie Zürich, Stampfenbachstrasse 59, Zürich 6 (Schweiz); registriert den 5. Dezember 1946.
- Nr. 65395. 22. Oktober 1941, 17 Uhr. — (II. Periode 1946/1951). — 1 Muster. — Materialschale. — **Bigler, Spichiger & Cie. A.G.**, Eisen- und Stahlmöbelfabrik, Biglen (Schweiz); registriert den 3. Dezember 1946.
- Nr. 65400. 23. Oktober 1941, 19 Uhr. — (II. Periode 1946/1951). — 1 Modell. — Beton-Fahrradhalter. — **Velopa GmbH.**, Uraniastrasse 31, Zürich 1 (Schweiz). Vertreter: **Kirchhofer, Ryffel & Co.**, Zürich; registriert den 23. November 1946.
- Nr. 65403. 24. Oktober 1941, 20 Uhr. — (II. Periode 1946/1951). — 1 Modell. — Hosenfaltenpresse. — **Armand Gygi**, Baumgasse 10, Zürich 5 (Schweiz); registriert den 29. November 1946.
- Nr. 65404. 25. Oktober 1941, 8 Uhr. — (II. Periode 1946/1951). — 9 Muster. — Garniturenetiketten (Hals- und Rumpfetiketten). — **Conservenfabrik Bischofszell Tobler & Co. A.G.**, Bischofszell (Schweiz); registriert den 3. Dezember 1946.
- Nr. 65412. 22. Oktober 1941, 12 Uhr. — (II. Periode 1946/1951). — 1 Muster. — Bogen für Warenumsatzsteuerkontrolle. — **Jenny & Co.**, Treuhand-Gesellschaft, Blumenrain 3, Basel (Schweiz); registriert den 29. November 1946.
- Nr. 65414. 28. Oktober 1941, 10 Uhr. — (II. Periode 1946/1951). — 1 Modell. — Räder für Veloanhänger. — **E. O. Walder**, boulevard James-Fazy 8, Genf (Schweiz); registriert den 29. November 1946.
- Nr. 65415. 28. Oktober 1941, 10 Uhr. — (II. Periode 1946/1951). — 1 Modell. — Räder für Veloanhänger. — **E. O. Walder**, boulevard James-Fazy 8, Genf (Schweiz); registriert den 29. November 1946.
- Nr. 65422. 30. Oktober 1941, 12 Uhr. — (II. Periode 1946/1951). — 1 Modell. — Elektromagnetischer und elektromagnetischer Auslöser für Schalter. — **A. Naether-Béguelin**, Solothurn (Schweiz); registriert den 29. November 1946.
- Nr. 65425. 30. octobre 1941, 19 h. — (II^e période 1946/1951). — 1 dessin. — Guide, tel qu'un horaire. — **Charles Daccord**, Villa Juralpe, Les Huttiens, Prilly (Suisse). Mandataire: **D^r J.-D. Pahud**, Lausanne; enregistrement du 3 décembre 1946.
- Nr. 65511. 21. November 1941, 18¾ Uhr. — (II. Periode 1946/1951). — 1 Modell. — Wasser- und Luftdüse. — **Jacques Meister**, Chemiker, Therwilerstrasse 5, Basel (Schweiz). Vertreter: **A. Braun**, Basel; registriert den 23. November 1946.

- Nr. 65529. 26. November 1941, 18¼ Uhr. — (II. Periode 1946/1951). — 1 Muster. — Kranzband. — **W. Sarasin & Co. AG.**, St.-Alban-Vorstadt 93, Basel (Schweiz). Vertreter: Dr. Schoenberg, Basel; registriert den 29. November 1946.
- N° 65553. 4 décembre 1941, 18 h. — (II^e période 1946/1951). — 1 modèle. — Boîte de montre-bracelet. — **Montres Rolex S.A.**, rue du Marché 18, Genève (Suisse). Mandataire: A. Bugnion, Genève; enregistrement du 29 novembre 1946.
- N° 65686. 14 janvier 1942, 20 h. — (II^e période 1947/1952). — 1 modèle. — Appareil à tarauder pour perceuses. — **Fabrique de machines, Perrin Frères S.A.**, avenue de la Gare, Moutier (Suisse). Mandataire: W. Kœlliker Bienne; enregistrement du 5 décembre 1946.
- Nr. 73881. 22. November 1946, 5 Uhr. — (II. und III. Periode 1951/1961). — 1 Modell. — Brillantinetopf. — **Balthasar & Co.**, Parfümeriefabrik, Hochdorf (Luzern, Schweiz); registriert den 2. Dezember 1946.
- N° 73900. 26 novembre 1946, 8 h. — (II^e période 1951/1956). — 1 modèle. — Monture de lunettes. — **Eclisa-Electro-Chimie-Industrielle S.A.**, rue de la Colombière 20, Nyon (Suisse); enregistrement du 2 décembre 1946.

Löschungen — Radiations — Radiazioni

- N° 48546. 16 novembre 1931. — 65 modèles. — Médailles et boîtes de montres décorées.
- Nr. 18547. 16. November 1931. — 1 Muster (Saldo von 2). — Zusammensetzungsspiele.
- N° 48564. 19 novembre 1931. — 1 modèle. — Boîte d'encastrement pour appareillage électrique.
- Nr. 48573. 21. November 1931. — 1 Modell. — Silberzubehörsapparat.
- Nr. 48576. 22. November 1931. — 1 Modell. — Küchenkästchen.
- N° 48577. 23 novembre 1931. — 1 modèle. — Balai de coton.
- Nr. 18581. 17. November 1931. — 1 Modell. — Skiwachsdose mit Anstreicher.
- Nr. 48611. 28. November 1931. — 1 Muster. — Katalog.
- Nr. 57285. 22. August 1936. — 1 Modell. — Regenschutzhülle für kleine oder Militärtrömmeln.
- Nr. 57287. 24. August 1936. — 3 Modelle. — Trägerschürzen.
- Nr. 57293. 25. August 1936. — 2 Muster. — Modellbogen (Alpenbahn).
- Nr. 57304. 26. August 1936. — 1 Modell. — Zahnrad für Seilwinden.
- Nr. 57312. 25. August 1936. — 1 Modell. — Spielzeug.
- Nr. 57314. 27. August 1936. — 1 Muster. — Gewebe.
- Nr. 57316. 28. August 1936. — 1 Modell. — Handarbeitstaschengestell.
- Nr. 57326. 31. August 1936. — 9 Muster. — Bänder.
- Nr. 57452. 20. August 1936. — 1 Muster. — Katalog über Schweizer Fabrikation.
- Nr. 65126. 16. August 1941. — 1 Modell. — Bruchband.
- N° 65127. 16 août 1941. — 1 modèle. — Registre-portefeuille pour bons de fournisseurs.
- Nr. 65128. 17. August 1941. — 1 Modell. — Damenschlüpfer.
- N° 65131. 18 août 1941. — 1 modèle. — Clé à vis de couche.
- Nr. 65132. 18. August 1941. — 30 Muster. — Gestreifte Trikotstoffe zur Fabrikation von Damenblusen.
- Nr. 65135. 19. August 1941. — 1 Modell. — Kochkisten.

- Nr. 65136. 19. August 1941. — 1 Muster. — Tagesplan.
- Nr. 65137. 20. August 1941. — 1 Muster. — Tessiner Kostüm.
- Nr. 65138. 20. August 1941. — 1 Modell. — Kartothekskisten.
- Nr. 65139. 20. August 1941. — 28 Muster. — Kartothekskarten.
- N° 65140. 20 août 1941. — 1 modèle. — Peigne accessoire pour rasoirs de sûreté.
- Nr. 65141. 21. August 1941. — 1 Modell. — Vorrichtung zum Filtern, Drosseln, Wärmeaustauschen, Speichern usw. von Gasen und Flüssigkeiten.
- Nr. 65143. 21. August 1941. — 1 Modell. — Erde-Bohrwinde für Gärten.
- N° 65144. 22 août 1941. — 1 modèle. — Layette pour le classement des fournitures d'horlogerie (pièces de rechange).
- Nr. 65146. 22. August 1941. — 1 Modell. — Kragenkopf.
- Nr. 65147. 22. August 1941. — 1 Modell. — Kühlschranks.
- Nr. 65148. 22. August 1941. — 1 Modell. — Kochkiste.
- Nr. 65150. 16. August 1941. — 1 Muster. — Damenstrümpfe.
- Nr. 65152. 22. August 1941. — 1 Modell. — Halter für auszustellende Gegenstände.
- N° 65153. 23 août 1941. — 1 modèle. — Registre spécial pour bons de fournisseurs.
- Nr. 65154. 25. August 1941. — 3 Modelle. — Ecken-Klemmverbindungen, Längsklemmverbindungen.
- Nr. 65155. 25. August 1941. — 1 Modell. — Verwundeten-Transportanhänger.
- N° 65156. 25 août 1941. — 1 modèle. — Clé à vis pour char de campagne.
- Nr. 65157. 25. August 1941. — 1 Modell. — Waschkneter.
- Nr. 65158. 26. August 1941. — 2 Modelle. — Zoccoli.
- Nr. 65159. 27. August 1941. — 1 Modell. — Rotierender Wurfkörper.
- Nr. 65160. 18. August 1941. — 2 Modelle. — Elektrisch beheizbare Fußschemel und Bettwärmer.
- Nr. 65161. 19. August 1941. — 2 Modelle. — Heizöfen: Dörrensatz für Heizöfen.
- Nr. 65162. 26. August 1941. — 3 Muster. — Damenkleider.
- Nr. 65163. 26. August 1941. — 1 Modell. — Damenkleider.
- Nr. 65164. 26. August 1941. — 1 Modell. — Rasterhobel.
- Nr. 65165. 28. August 1941. — 1 Modell. — Eishaken.
- Nr. 65166. 28. August 1941. — 1 Modell. — Vorrichtung zum Filtern, Drosseln, Wärmeaustauschen, Speichern usw. von Gasen und Flüssigkeiten.
- N° 65168. 28 août 1941. — 14 modèles. — Porte-habits.
- N° 65169. 29 août 1941. — 1 modèle. — Ecran de protection pour soudeur effectuant une soudure électrique.
- Nr. 65171. 29. August 1941. — 1 Modell. — Gesellschafts- und Familien-Billard.
- N° 65172. 29 août 1941. — 1 modèle. — Boucle pour bracelet de montre.
- Nr. 65174. 30. August 1941. — 1 Modell. — Tragbahre.
- N° 65175. 31 août 1941. — 2 modèles. — Agrafe de fixation; barre d'agrafes détachables.

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

Gesandtschaften und Konsulate

Laut einer Mitteilung der Regierung von Bolivien übt Herr Ruben Sardon Pabon seine Funktionen als Generalkonsul in Zürich nicht mehr aus. Herr Oscar Bauer, Honorarkonsul in Basel, ist mit der vorübergehenden Leitung des Generalkonsulats in Zürich betraut worden; während seiner Abwesenheit wird Herr Franz Rittmann-Bauer die Konsulargeschäfte besorgen.

Die tschechoslowakische Regierung hat dem zum schweizerischen Generalkonsul in Bratislava ernannten Herrn A. Antmann das Exequatur erteilt. Dem Rücktrittsgesuch des Herrn K. Egger, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Ministers der Schweizerischen Eidgenossenschaft in Helsinki, wird unter Verdankung der geleisteten Dienste auf 31. Dezember 1946 entsprochen.

Dem Rücktrittsgesuch des Herrn Jakob Mosimann, schweizerischen Berufskonsuls in Neapel, wird unter Verdankung der geleisteten Dienste auf 31. Dezember 1946 entsprochen.

Als dessen Nachfolger wird Herr Rickard Mordasini, Vizekonsul I. Klasse bei der schweizerischen Gesandtschaft in London gewählt und ihm bei dieser Gelegenheit ad personam der Titel eines Konsuls verliehen.

Laut einer Mitteilung der Regierung des Fürstentums Monaco ist in Lugano ein Konsulat errichtet worden. Der Bundesrat hat dem zum Honorarkonsul, mit Amtsbefugnis über die Kantone Graubünden und Tessin ernannten Herrn Piero Benedick das Exequatur erteilt.

Der Bundesrat hat Herrn Baron Vitaliano Confalonieri, der an Stelle des Herrn Ambrogio Rotini zum Berufsgeneralkonsul von Italien in Genf, mit Amtsbefugnis über den Kanton Genf ernannt worden ist, das Exequatur erteilt.

Der Bundesrat hat Herrn Baron Carlo de Malfatti di Montetretto, der an Stelle des Herrn Giuseppe Montesi zum Berufsgeneralkonsul von Italien in Lugano, mit Amtsbefugnis über den Kanton Tessin ernannt worden ist, das Exequatur erteilt.

Laut einer Mitteilung der schweizerischen Gesandtschaft in Paris hat der Sultan von Marokko dem zum schweizerischen Konsul in Casablanca ernannten Herrn Christoph Tschudi das Exequatur erteilt. 303. 28. 12. 46.

Légations et consulats

Suivant une communication du Gouvernement bolivien, M. Ruben Sardon Pabon n'exerce plus ses fonctions de consul général à Zurich. M. Oscar Bauer, consul honoraire à Bâle, a été chargé de la gérance intérimaire du consulat général à Zurich. Pendant son absence, il sera remplacé par M. Franz Rittmann-Bauer.

Le Gouvernement tchécoslovaque a accordé l'exequatur à M. A. Antmann, nommé consul général de Suisse à Bratislava.

Le Conseil fédéral a accepté pour le 31 décembre 1946, avec remerciements pour les services rendus, la démission donnée par M. K. Egger de ses fonctions d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Suisse à Helsinki.

Le Conseil fédéral a accepté pour le 31 décembre 1946, avec remerciements pour les services rendus, la démission donnée par M. Jakob Mosimann de ses fonctions de consul de carrière de Suisse à Naples. Il l'a remplacé par M. Richard Mordasini, vice-consul de 1^{re} classe à la légation de Suisse à Londres, auquel il a conféré à cette occasion le titre personnel et honorifique de consul.

Suivant une communication du Gouvernement de la Principauté de Monaco, un consulat a été ouvert à Lugano. Le Conseil fédéral a accordé l'exequatur à M. Piero Benedick, nommé consul honoraire de la Principauté, avec juridiction sur les cantons des Grisons et du Tessin.

Le Conseil fédéral a accordé l'exequatur au baron Vitaliano Confalonieri, nommé consul général de carrière d'Italie à Genève, avec juridiction sur le canton de Genève, en remplacement de M. Ambrogio Rotini.

Le Conseil fédéral a accordé l'exequatur au baron Carlo de Malfatti di Montetretto, nommé consul général de carrière d'Italie à Lugano, avec juridiction sur le canton du Tessin, en remplacement de M. Giuseppe Montesi.

Suivant une communication de la légation de Suisse à Paris, le sultan du Maroc a accordé l'exequatur à M. Christoph Tschudi, nommé consul de Suisse à Casablanca. 303. 28. 12. 46.

Schweizerisch-tschechoslowakische Wirtschaftsbeziehungen

Die Schweizerische und die tschechoslowakische Delegation für die in Bern stattfindenden Wirtschaftsverhandlungen sind übereingekommen, die bisherige Regelung über den schweizerisch-tschechoslowakischen Warenaustausch unter nochmaliger entsprechender Erhöhung der beidseitig festgesetzten Kontingente um weitere 2 Monate, d. h. bis 28. Februar 1947 zu verlängern. Die Besprechungen wurden im Hinblick auf die Feiertage unterbrochen. Ihre Wiederaufnahme ist im Januar 1947 vorgesehen.
303. 28. 12. 46.

Relations économiques entre la Suisse et la Tchécoslovaquie

La Délégation suisse et le Délégation tchécoslovaque qui négocient présentement à Berne un accord commercial sont convenues de proroger de deux mois, soit jusqu'au 28 février 1947, l'arrangement réglant les échanges commerciaux entre les deux pays, les contingents contractuels étant augmentés proportionnellement. Les négociations ont été interrompues en raison des fêtes de fin d'année. Elles seront reprises au mois de janvier prochain.
303. 28. 12. 46.

Relazioni economiche tra la Svizzera e la Cecoslovacchia

Le delegazioni svizzera e cecoslovacca per le negoziazioni economiche che hanno luogo in Berna, hanno convenuto di prolungare di altri due mesi, ossia fino al 28 febbraio 1947, il disciplinamento attuale sugli scambi commerciali tra la Svizzera e la Cecoslovacchia, e di aumentare ancora una volta in proporzione i contingenti fissati dalle due parti. In considerazione dei giorni festivi, le conversazioni sono state interrotte e saranno riprese nel gennaio 1947.
303. 28. 12. 46.

Schweizerische Nationalbank — Banque nationale suisse

Ausweis vom 25. Dezember 1946 — Situation au 28 décembre 1946

Aktiven — Actif	Veränderungen seit dem letzten Ausweis	
	Fr.	Fr.
Goldbestand — Encaisse or	4 962 312 777.12	+ 8 177 035.05
Devisen — Disponibilités à l'étranger	143 352 942.91	+ 3 428 702.86
deckungsfähige — pouvant servir de couverture andere — autres	640 505.25	+ 17 045 793.09
Inlandportefeuille — Portefeuille effets sur la Suisse	52 367 470.83	+ 5 800 000.—
Wechsel — Effets de change	12 650 000.—	+ 27 579 479.29
Schatzanweisungen — Rescriptions	8 400 000.—	—
Effets der Darlehenskasse der Eidgenossenschaft	73 807 497.90	+ 7 268 467.76
Avances der Caisse de prêts de la Confédération	—	—
Lombardvorschüsse mit 10tägiger Kündigungsfrist	—	—
Avances sur nantissement dénonçables à 10 jours	—	—
andere Lombardv. — autres avances sur nant.	—	—
Wertschriften — Titres	54 923 091.—	— 8 038 217.81
Korrespond. im Inland — Corresp. en Suisse	8 875 804.97	—
Sonstige Aktiven — Autres postes de l'actif	21 682 676.68	—
Zusammen — Total	5 928 912 766.66	
Passiven — Passif	Veränderungen seit dem letzten Ausweis	
	Fr.	Fr.
Eigene Gelder — Fonds propres	42 500 000.—	—
Notenumlauf — Billets en circulation	4 022 851 310.—	+ 160 842 210.—
Tägl. fäll. Verbindlichkeiten — Engagements à vue	984 642 102.28	— 109 223 884.88
Sonstige Passiven — Autres postes du passif.	278 919 354.58	—
Zusammen — Total	5 928 912 766.66	
Diskontosatz 1 1/2% seit 26. Nov. 1936	Lombardzinssuss 2 1/2% seit 26. Nov. 1936	
Taux d'escompte 1 1/2% dep. le 26 nov. 1936	Taux pour avanc. 2 1/2% dep. le 26 nov. 1936	303 28 12. 46.

Redaktion: Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements in Bern

Internationale Land- und Seetransporte

Fischer & Rechsteiner, Aktiengesellschaft

MAILAND Via Valtellina 6
Telefon: 690—692
690—790

Chiasso
Telefon: 4 22 61, 4 22 62
Telegramme: Rechsteiner

COMO Via Stelvio 6
Telefon: 2072
3091

entbieten der geschätzten Kundschaft herzliche Neujahrswünsche

Rhätische Aktien-Brauereien Chur

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre

auf Donnerstag, den 9. Januar 1947, nachmittags 4 Uhr 30, im Hotel «Steinbock» in Chur

TRAKTANDEN:

1. Vorlage des Geschäftsberichtes und der Rechnung pro 1945/46.
2. Bericht und Antrag der Kontrollstelle.
3. Beschlussfassung betr. Genehmigung der Jahresrechnung und Verwendung des Rechnungsergebnisses sowie Decbarge-Erteilung an die Verwaltungsorgane.
4. Wahlen.
5. Umfrage.

Die Bilanz, die Gewinn- und Verlustrechnung und der Bericht der Revisoren liegen vom 28. Dezember 1946 an den Herren Aktionären im Bureau der Gesellschaft zur Einsicht auf. Ch 68

Die Zutrittskarten für die Generalversammlung können gegen Deposition der Aktien oder genügenden Ausweis über den Aktienbesitz (Depotscheine oder Nummernverzeichnis) bis zum 8. Januar 1947 im Bureau der Gesellschaft bezogen werden.

Am Tage der Generalversammlung werden keine Zutrittskarten mehr verabfolgt.

Chur, den 5. Dezember 1946.

Der Verwaltungsrat.



Singline

Die unverwüthliche amerikanische Heftmaschine mit dem idealen Lade- und Heftmechanismus. Elegante und schmissige Stromlinienform, absolut störungsfreies Funktionieren, 7 verschied. Modelle.

Verlangen Sie unsern ausführlichen Prospekt!



Gebrüder Scholl AG.
Poststraße 3, Zürich
Tel. (051) 28 76 80

PATENTE

- Modelle
 - Muster
 - Marken usw.
- In allen Ländern

Naegeli & Co., Bern
Patentanwälte, Bundesgasse 16

Notariat Horgen

Rechnungsruf im öffentlichen Inventar

Ueber den Nachlass des am 4. November 1946 verstorbenen

Jakob Laurenz Oesch

geboren 1892, von Balgach (St. Gallen), Buchhalter, wohnhaft gewesen in Horgen, Glarischstrasse 32, ist durch den Einzelrichter des Bezirksgerichtes Horgen am 10. Dezember 1946 die Aufnahme eines öffentlichen Inventars angeordnet worden.

Es werden daher sowohl die Gläubiger, mit Einschluss der Bürgschaftsgläubiger, als auch die Schuldner des Erblassers aufgefordert, ihre Forderungen und Schulden bis zum 21. Januar 1947 beim Notariat Horgen anzumelden. Z 838

Horgen, den 19. Dezember 1946.

Notariat Horgen:
Konrad Meister, Notar.

NB. Es ist dies die berichtigte Publikation mit richtig lautendem Namen des Erblassers.

PATENTE

KIRCHHOFER, RYFFEL & CO.
ZÜRICH, BAHNHOFSTR. 58

PROSTATA



Beschwerden:
Auktärende Broschüre über Ursache und erfolgreiche Behandlung und Vorbeugung durch Organotherapie.
Oralis durch Labor. Dr. Vulliamin, Zürich.

Montreux Hôtel EDEN
150 R. Des'uhelo el - E Eberhard

BLECH- u. KARTON-DRUCKUNGEN PLAKATE



W. SIEGERIST & CO.
DOSENFABRIK BERN

MÖBELDALEHEN

zu seriösen Bedingungen, Anfragen (vor dem Ankauf) mit Rückporto an **BOMESA A.G.** BASEL, Elisabethenstr. 29

Vorteilhafte Kapitalanlage

Solange Verwendung geben wir noch

3 1/4 %-Obligationen

ab unserer Bank auf 5 Jahre fest, auf den Namen oder den Inhaber lautend. Für Einlagen auf Sparheft vergütet wir 2 1/2 % bis Fr. 10 000. S 55

VOLKSBANK SIDERS

Kapital und Reserven Fr. 1 140 000. Gegründet 1912. Mitglied des Lokalbankenverbandes.

Sitten
Postcheckkonto n° 170
Telefon (027) 5 14 55